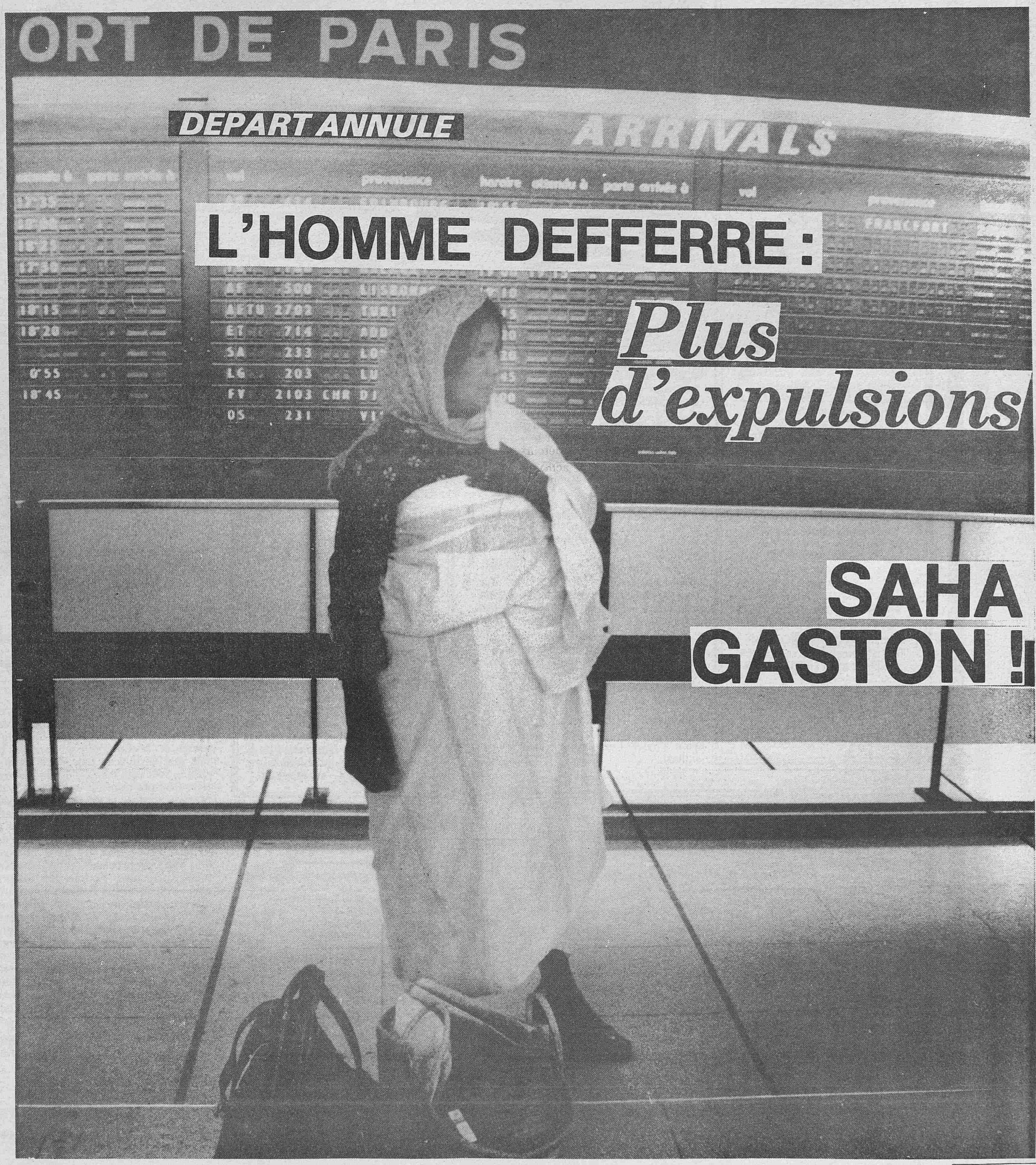
Sans Frontière

N° 26 Semaine du 30 mai au 5 juin 1981 6,00 FF Maroc 4,40 DH—Tunisie 400 M.



L'HOMME DEFFERRE :

Plus d'expulsions

SAHA GASTON !

M—2792—26—6,00 F

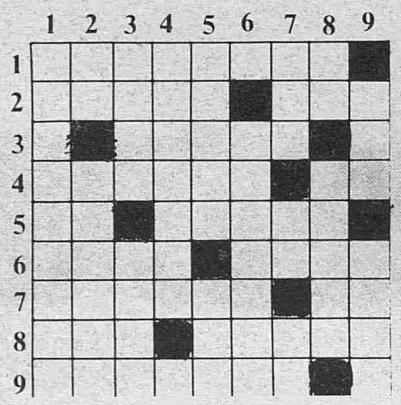
ISSN 0223—078 X

MOTS CROISÉS de hartmann

Grille n° 15

HORIZONTALEMENT

1. Ville de Tunisie ; 2. Langue sémitique-Dépôt ; 3. Versifiés ; 4. Attaques brusques-Connu ; 5. Devant le prince-Commune belge ; 6. Mer arctique-Jeune cerf ; 7. Expose-Infinitif ; 8. Poil-Sans vigueur ; 9. Ville des Pays-Bas.



VERTICALEMENT

1. Ville du Maroc ; 2. Métal-Papillon ; 3. Ville du Japon-Liste ; 4. Capitale africaine ; 5. Propagée-Durillon ; 6. Il aime le beau ; 7. Personnel-Pronom-Indéfini ; 8. Rigolé-Oiseau ; 9. Boisson-Epoques.

Solution grille n° 14

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	T	A	N	E	Z	R	O	U	F	T
2	A	R	A	M	E	E	N	■	O	U
3	M	A	S	S	E	■	U	R	■	R
4	A	B	A	■	S	R	■	O	B	I
5	N	E	R	F	■	O	I	S	O	N
6	R	■	D	E	A	N	■	S	U	■
7	A	B	E	E	■	C	L	E	F	S
8	S	A	S	■	P	E	U	■	A	A
9	S	T	■	E	U	■	T	A	R	I
10	E	N	O	R	M	E	■	N	I	D
11	T	A	N	G	A	N	Y	I	K	A

A. Tudger

Réponse à Boucherit :

Ce n'est qu'un début, le combat débute

Je prends le droit de répondre au message que vous avez eu le courage d'exprimer.

Je ne partage pas votre opinion, je pense que beaucoup de femmes, victimes de l'exploitation sexuelle ne doivent pas soutenir vos propos qui à mon avis sont trop simplistes.

Tout d'abord, je tiens à remercier et à encourager par mon soutien, la lutte de tous les opprimés (hommes et femmes).

Afin d'espérer un jour pouvoir briser les ténèbres de la nuit si longue, qu'est l'oppression et la répression que nous subissons par nos propres frères.

Monsieur, je tiens à vous dire que vous n'êtes pas responsable, ni les autres frères arabes, si malheureux dans cette frustration liée directement avec la mentalité traditionnaliste que je ne sais qui, vous a inculquée depuis des millénaires. (Période pré-islamique, Islamique). Je vous dis celà en essayant d'éviter l'amalgame (tradition-religion).

Je voudrais m'appuyer sur votre article afin d'essayer d'éclaircir ce qui me parait assombri.

1- Car tout ce qui est évident pour la femme européenne ne l'est guère pour la femme immigrée : pourquoi ?

a) - « *La femme Immigrée doit sentir sans équivoque que l'homme est la pièce importante du foyer. Et en aucune mesure, ne doit se comparer à lui.*

Le droit de vote, de travailler, de s'exprimer librement, d'aller à l'école, de faire partie de la vie économique, sociale et politique d'un pays, sont-ils des inévidences pour la femme immigrée ?

Comment osez-vous parler d'autogestion d'Immigrés en mettant des barricades à la liberté des femmes immigrées.

Une coquille ?

Dans le dernier n° 25 de *SF*, en date du 23 au 28 mai, une coquille involontaire a transformé le sens du texte de M. Stanislas Mangin, à la page 3, premier paragraphe :

Il a été écrit : « *après avoir collaboré avec Gaston Defferre à la loi sur les lois d'Outre-Mer, première étape législative de la « colonisation »*. C'est évidemment « *première étape législative de la « décolonisation »* qu'il fallait lire. Vous nous en excuserez.

Vous n'êtes pas responsable

Il faut abolir les frontières, car celles que vous mettez consciemment et injustement, en divisant la femme arabe et la femme européenne, ne fait que renforcer l'oppression masculine, et celà dans le monde entier. Compte-tenu de la différence de notre civilisation avec l'Occident. Vous êtes convaincu que la femme Arabe ne peut être responsable de ses actes civils et politiques, vous êtes-vous déjà mis trente seconde dans la peau de l'objet de procréation qu'est votre mère, première victime de vos esprits « *supérieurs* ». Est-ce une culture que de rester tout une vie enfermée dans quatre murs d'un ghetto où le patriarche que sont nos pères, règne comme leur maîtres absolu ? Savez-vous ce que c'est que de passer sa journée entre le lavomatique, les commissions, la popotte, les enfants, les engueulades : aimeriez-vous que nous vous fassions subir la répression que vous exercez sur nous ?

Suite page 3 ...

OFFRE SPECIALE

Abonnements maintenus à l'ancien tarif

À l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ *Abonnement* ☐ *Réabonnement*

Nom

Prénom

Adresse

Code postal *Ville*

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stéphenson, 75018 Paris
Tél : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Impression, 93 Montreuil.

... Suite de la page 2

Ce que vous croyez être une culture, n'est qu'une sous-culture. Il ne faut pas dénigrer les luttes de femmes, il faut savoir en tirer parti. La prise de conscience que vous avez acquise n'est pas tout à fait négative en ce sens qu'elle est utile pour combattre l'oppression qui s'abat sur les jeunes Immigrés, que je me permets d'ajouter, pour compleier. Mais là où je vous contredis, c'est dans votre esprit hermétique aux revendications de la femme que vous qualifiez d'« *illusion* ». Ni l'homme Arabe, ni la femme Arabe, ne s'épanouiront dans les chaînes de la mentalité archaïque, qui ne fait que retarder l'approche du bonheur, qu'est l'approche de l'égalité des sexes, à l'intérieur et à l'extérieur de notre société.

Avez-vous peur de perdre vos chaînes ? Votre façon de hiérarchiser, de classer la famille, fait de vous l'équivalent d'un patron embauchant une main-. . . d'oeuvre immigrée docile. Si la main-d'oeuvre gratuite, vient un jour à se résigner pour de meilleurs conditions de travail, celui-ci d'emblée, passera par le biais facile qu'est la répression. Ainsi voyez-vous la femme (!?).

Une main et l'autre

2) « *La femme Immigrée doit sentir sans équivoque que l'homme est la pièce importante du foyer* »

Je ne pense pas qu'on puisse parler de foyer quand celui-ci est dirigé à sens unique, c'est à dire que seul l'homme possède le pouvoir dans la famille Arabe. On dit bien qu'une main ne peut applaudir sans l'autre. S'il est écrit quelque part que la femme est le dessous de l'homme, celà est plausible. Quand bien même la nature aurait désigné l'homme comme maître absolu de la réflexion, croyez-vous Monsieur, que nous devons être condamnées (és) à vie à écouter sagement dans la paix de la servitude ce que la nature-répression dit ?

Si la parole du Coran est immuable, la vie n'est pas immuable. La religion véhicule souvent la bourgeoisie pour écraser les masses populaires. L'exemple du régime du roi, dans son genre l'illustre bien. En Algérie, le régime basé sur le « *socialisme* » et le Code de la Famille sont antagonistes.

3) « *La preuve reste son courage conjugué avec sa force lui valent l'étiquette d'être suprême.*

Quelle habileté que de manier la répression ! En Israël, les sionistes se sont appropriés une terre **palestinienne** *sous prétexte* que la Bible l'a dit. Ils se sont emparés lâchement par la force du pouvoir en massacrant un peuple démuni de tous moyens de défense. Voyez jusqu'où mène le chemin de la prétendue puissance ?

En parlant de suprématie, vous ne faites que le minable travail du raciste. « *Car je suis blanc, donc je suis supérieur au noir* ». Car je suis hommee, prétendue liberté-façade « *la pomme* je suis supérieur. C'est peut-être comme ça que le germe de l'impérialisme dans ce monde a fleuri.

Un seuil de tolérance

4) « *Les jeunes filles Immigrées qui se trouvent au seuil de la vie de famille doivent se conformiser à ces principes. Elles n'ont d'intérêts que de chasser les idées balantes qui leur créent des penchants pour le style de la vie européenne. Vie infecte.*

Certes, de nombreuses jeunes femmes immigrées en France, sont tombées dans l'engrenage, qu'est cette prétendue liberté-facade « *la pomme rouge à l'extérieur, moisie à l'intérieur* ». L'homme ignorant, de son côté, s'est contenté de cataloguer la femme qui fume, qui boit, qui se distrait.

Ainsi, les femmes européennes se sont vues traitées comme moins que rien. Mais pour changer celà, je ne crois pas qu'il faille condamner nos frères, il faut analyser et comprendre quelle misère culturelle a rendu ces êtres humains si peu, je dois le dire « *évolués* ».

Bien sûr, il faut tenir compte de l'oppression qui s'exerce sur les travailleurs (surtout analphabètes), 130 ans de colonisation en Algérie, la politique du Protectorat au Maroc et en Tunisie, ne nous a pas permis de fonder un Maghreb cultivé, indépendant de cet Occident ...

Les colons nous ont déraciné, en nous imposant leur mode de vie, leur pseudo-culture, leur langue. Aujourd'hui, nous voilà traités péjorativement de Tiers-Mondistes.

Jamai

Je dis celà en prenant conscience que le peuple de l'Occident n'est pas l'auteur. Il faut regarder la classe dominante qui nous divise, c'est ceux-là qui sont depuis toujours les racistes, qui font un travail minutieux, en séparant la classe ouvrière française et la classe ouvrière arabe.

Arrêtons, M. Boucherit et tant d'autres immigrés d'en vouloir aux moutons dociles que sont nos frères ouvriers européens. Cessons de faire du sen-t timentalisme. Sinon, nous resterons des « *inférieurs* ».

5) *Je dois dire à haute voix que les femmes nord-africaines sont très heureuses du cadre de vie instauré. Et rassurez-vous, elle ne sont pas prêtes à changer pour s'aventurer à un système qui les dévalue.*

M. Boucherit, avez-/vous lu le livre de l'écrivain Ali Ghalem (Imrat-lou-Libnit) ? Avez-vous lu le livre que notre très chère compagne de combat, Saïda Menebhi, nous a laissé, en mourant pour la cause du peuple marocain ? Où avez vous vu un peuple se libérer d'une colonisation, sans les femmes ?

5) « *Quelles insulte pour nos principes, tissés par les lois de l'Islam, que de voir la femme prendre les hauteurs sur l'homme. Quand cette pensée sera admise au sein de notre société arabe, nous serons au bord de la faillite de la noblesse et de la pureté de l'âme arabe.*

Monsieur, dans le Coran il n'est jamais dit qu'il faut être forcément Arabe, pour être Musulmans (es), en parlant ainsi, vous faites exactement le même amalgame que les sionistes celui de confondre religion-race. Vous êtes en contradiction avec vos dires, les principes que vous défendez avec conviction ne sont pas fondés par votre esprit, vous affirmez bien, qu'ils sont tissés par l'Islam. Et même, jadis, si l'Islam florissait dans le monde, (ce qui n'est pas faux), l'Islam, aujourd'hui, n'existe plus vraiment, et souvent, grâce à des individus de votre style, M. Boucherit.

Ainsi, en guise de conclusion, je vous laisse en remerciant Leila Sebbar, Juliette Minces, toutes les femmes qui nous aident à arracher notre liberté, ...t-être un jour.

Sakina B. Dijon

Dans l'espoir que des hommes Arabes plus progressistes écrivent ... nous. Ce n'est qu'un début, le combat débute.

Réponse à l'art. de Boucherit, paru dans le numéro du samedi 4 avril 1981

Droit de réponse

"Actuel" répond aux jeunes de Bassens

Chers collègues,

Suite à la lettre publiée dans votre numéro 17 « *Les Jeunes de Bassens répondent à "Actuel"* », je vous envoie ma position que vous avez oublié de me demander, par inadvertance.

Merci de la publier, sans avoir à baratiner sur le « droit de réponse » et ces conneries merdico-juridiques.

Commençons par les niaiseries les plus évidentes :

1) « *Une affichette style Détective...* ». « *Style Détective* », c'est pour insulter. Il s'agit en fait d'une affichette oridinaire comme en fabriquent tous les hebdos et mensuels, et portant en titre : « *L'agonie des H.L.M. de la cité Bassens* ». Sachant que la plupart des vieux bâtiments de la cité ont été rasés et qu'il n'en reste qu'un debout, je laisse le lecteur tirer ses conclusions.

2) « *La famille* (prise en photo) *est d'ailleurs furieuse. Elle menace de porter plainte* ». Le photographe qui a pris cette photo ne s'est pas déguisé pour entrer à Bassens. Je ne pense pas qu'il ait obligé, sous la menace, une famille à poser avec le mouton de l'aïd dans la salle à manger. Quant à la légende, elle dit : « *Dans une génération, les Arabo-Français auront leurs businessmen, leurs bourgeois, leurs artistes, comme avant eux les italiens, les Polonais et les Pieds-Noirs* ». C'est ça, mon « *style Minute légèrement amélioré* », mon « *style Paris-Match, nouvelle gauche* » ?

Je suis perplexe, mais peut-être vais-je comprendre ? Voilà en effet des passages que vous me reprochez, mais que vous citez de travers :

... « *Les vieux touchent une commission pour accompagner les femmes qui vont toucher les allocations familiales (...)* ». « *Les vieux posent des questions aux étrangers qui viennent au bidonville (...)* ». « *Une femme refuse de faire des enfants, son mari la cogne, puis la console (...)* ». « *Tous les hommes possèdent deux ou trois femmes bien plus jeunes qu'eux (...)* ». « *Les assistantes sociales essaient de contraindre les hommes à laisser sortir leurs épouses sous peine de perdre leurs allocs* ». J'en passe. Toutes ces anecdotes sur la vie au bidonville Saint-Barthélémy m'ont été *racontées par des travailleurs sociaux et des religieux* qui ont vécu et accompagné cette histoire pendant vingt ans. Je n'invente rien. J'insiste : rien. Que la nouvelle génération n'ait pas connu ou ait déjà oublié l'histoire de ses pères, ce n'est pas mon affaire. Où cela devient minable de lâcheté, c'est quand ils prétendent que j'ai inventé des détails de leur vie à eux. Ils m'ont pratiquement dicté la partie Bassens. Alors, de deux choses l'une :

— Soit, ils racontent n'importe quoi.

— Soit, ils se dégonflent maintenant des propos qu'ils m'ont tenu.

Je vois une troisième hypothèse. Je cite :

« *Cet article est dangereux (...)* ». « *Les racistes de tous bords peuvent faire le plein d'aruments racistes* »...

Admettons. Cela veut dire que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire. mais en poursuivant la lecture de « *Sans Frontière* », je suis tombé page 3 sur un article de Leila Sebbar où j'ai lu ces lignes :

« *Mon père était violent. Il nous battait. Il ne voulait pas qu'on vole. IL a tué de coups ma sœur parce qu'elle avait volé un franc. A coups de ceinture. Il ne nous frappait pas pour rien comme ma mère. Il frappait ma mère aussi. Un jour, le riz était trop chaud, il a lancé l'assiette à la figure de ma mère, il la battait chaque fois qu'il avait bu et moi... (...)* ».

Et aussi :

« *Après la mort de mon père, les hommes de la cité allaient chercher le mouton pour ma mère. On égorgeait aussi bien des poules, des lapins, des coqs, ma mère le faisaint dans la baignoire chez nous.* ».

Doux Jésus ! Des détails croustillants, de la violence ! Mais c'est pire que mon article ! Et ce torchon paraît dans « *Sans Frontière* » ?

Oui. Parce que c'est une Arabe qui interviewe une autre Arabe. Elle a le droit de dire la vérité.

Conclusion : il n'y a que les immigrés qui ont le droit de parler des immigrés.

Le P.C. se conduit de la même façon, qui taxe d'anti-communiste tout journaliste non communiste qui écrit sur lui.

Autrement dit, la liberté d'expression, vous vous en foutez. Vous voulez des journalistes lèche-culs et qui répètent à longueur d'articles : « *Pauvres, pauvres, pauvres Arabes* ». Vous pensez que vous allez me culpabiliser avec votre chantage au racisme ? Quelle rigolade ! Vous n'êtes pas le F.L.N., les gars, et je ne suis pas porteur de valise. Saïd, Rachid et quelques autres, vous êtes de vieux gauchistes, des professionnels de l'anti-racisme. C'est votre raison sociale. S'il n'y a plus de racisme, que devenez-vous ? Vous avez donc intérêt à en voir partout, y compris dans un article d'*Actuel*. Vous êtes de vieux renards. C'est tellement facile, votre coup !

« *Ce salopard de journaliste d'"Actuel" qui traîne dans la boue les jeunes Arabes de Bassens* ». Je me demande si derrière votre crispation, vos nerfs à vif, dès qu'on touche à votre culture, ne se cache pas autre chose. Au fond, vous ne tenez qu'à une seule image de l'Arabe : l'immigré marginal, battu, victime. Vous écrivez : « *Les aspects un peu positifs de notre vie n'existent pas, c'est vrai que ce n'était pas assez sensationnel...* ».

Faux ! C'est même tellement sensationnel que cela fait un titre, page 107, le plus gros de l'article. Vous ne l'avez pas lu, les gars ?

« *Ils ont un moral d'acier, et ils aiment ce putain de pays* ». Vraiment du style « *Minute* » !

Ce que j'ai dit dans cet article : en dépit de tout, des H.L.M., du choc de culture, du racisme qui tue, une nouvelle tribu est née sur le sol français : les Arabos-Français. Ils résistent, ils s'en tirent, et je le répète : quelle pêche ! Quel moral d'acier ! Bon, ça suffit. Je n'ai répondu que par respect des lecteurs de « *Sans Frontière* », et il n'y aura pas de suite.

Yannick Blanc

Orléans

Pour le retour des expulsés

Le 8 avril 81, 5 heures du matin, le Foyer de la Mouchetière à Orléans. Un foyer planté hors de la ville, des travailleurs maghrébins, Maliens, Mauritaniens, Sénégalais. Tous dorment, exténués par les rudes journées d'usine. C'est ce moment que choisit la police d'Orléans qui d'ailleurs n'innove pas en la matière ; des CRS venus dans 7 cars font irruption dans le Hall du Foyer. Tous les travailleurs -manu militari au besoin- sont rassemblés pour un contrôle d'identité.

73 personnes sont embarquées comme des moutons dans les fourgons de la police et déportés à plus de 8 kms de la ville d'Orléans. Auparavant, les travailleurs du Foyer de la Mouchetière terrorisés, seront d'une scène horrible. En effet, un travailleur marocain qui est en France depuis au moins 1960, sera batu jusqu'à la paralysie complète avec le sarcasme suivant des CRS : « *regarde le mur, plie les genoux, reste dans cette position, sors la langue* » etc ... Ce travailleur pendu la tête en bas, sera traîné à l'hôpital dans un état agonisant, bourré de fortifiant et rapatrié tout bonnement. Les travailleurs d'Orléans racontent cette scène. les veux hagards. la voix pleine d'amertume et la révolte. Ils vous disent : « *c'est en fait le cadavre de notre camarade qui a été rapatrié ...* »

Concernant les travailleurs sénégalais retenus à la police (17 en tout), ils seront parqués dans un hangar non-équipé (sans lits, sans chauffage) ; d'aucuns en pyjama, d'autres mêmes les pieds nus ; avec comme seule nourriture, une baguette de pain pour quatre « *détenus* ». Mieux, on se permet de les maintenir dans une station debout, les empêchant de dormir, au besoin en faisant un bruit monstre. Et ce traitement jusqu'au 22 avril : date du procès. Au procès, un seul chef d'accusation : faux papiers et donc usage de faux. Mais la question, c'est qui délivre ces fausses cartes de séjour à des travailleurs immigrés souvent analphabètes, terrorisés par des lois draconniennes et une ambiance générale raciste et xénophobe ? S'il fallait d'ailleurs faire une enquête véritable sur les fausses cartes, beaucoup de patrons d'usine et de membres de l'administration française seraient assurément compromis ...

Arrive donc le procès du 22 avril, le verdict vient simplement couronner une parodie de Justice, montée juste pour « *respecter* » les formes : les 17 travailleurs sénégalais et 24 travailleurs des autres nationalités seront expulsés le jeudi 23 avril, tôt le matin.

L'irrespect, le mépris et le racisme seront poussés jusqu'au bout. Ces travailleurs expulsés, accablés, fatigués par le traitement décrit, seront encore humiliés au possible. Les rares bagages seront bourrés dans des sacs de poubelles. Ils descendront de l'avion, dans leur pays, après des années d'absence, de privations, et d'espoirs pour leurs familles, en pyjama, les pieds nus pour certains. (Des photos prises lors des évènements seront bientôt disponibles pour la Presse et toute l'opinion).

Voilà les faits. Voilà la société de « *liberté* » de l'Etat impérialiste français, que tous les discours démagogiques de la campagne électorale ne sauraient masquer.

Dimanche 14 mai, *un comité de Défense des Expulsés d'Orléans* s'est constitué sur la base de l'Unité Français - Immigrés de l'Unité de tous les immigrés.

- pour la régularisation et la protection de tous les sans-papiers d'Orléans et ailleurs.

- pour l'arrêt immédiat des rafles, des contrôles racistes, des expulsions et de toutes les brimades racistes que subissent les immigrés de la part de l'Etat ou des municipalités du PCF.

Dans l'immédiat, le Comité de défense des Expulsés d'Orléans exige et se battra pour :

-1 le retour de tous les expulsés

- 2 la régularisation de leur situation administrative (carte de séjour et de travail)

- 3 la restitution de tous leurs biens et le dédommagement des préjudices subis.

Le Comité appelle toutes les organisations, tous les individus d'accord sur cette plateforme à le rejoindre. Une prochaine réunion a lieu *le samedi 30 mai à 14 heures.*

Salle d'Ageca, 177 rue de Charonne Paris 11°, métro Alexandre Dumas.

Bondy, un an après

Au printemps dernier, de nombreuses agressions fascistes et racistes ont eu lieu dans la Seine-Saint-Denis, en particulier à l'encontre de la population immigrée. A l'époque, police, élus, journalistes, presque tous unanimes, mutuellement mal informés, ont parlé de « *rumeurs* ».

Pourtant les faits, trop nombreux pour être tous cités, sont là :

- début mars : inscriptions anti-sémites sur la synagogue de Raincy.

- Mi-avril : idem aux Lilas et à Bondy au mois de mai. (Slogans toujours signés : « *Front de la Jeunesse* », F.N., P.F.N., G.U.D., F.A.N.E.).

- 6 mars : agression au Lycée de Chelles, 9 mars à la Mairie de Rosny, 11—12 mars à la Bourse du Travail de Blanc Mesnil, les 16-17 mars contre un immigré à Bobigny, etc.

- le 30 mai, c'était l'agression de la cité Delattre à Bondy (Mohammed Messaoui a le dos lacéré par un rasoir).

- le 12 juin, au soir au Centre Commercial Galion de la Cité de 3000, à Aulnay, les occupants d'une DS verte tirent sur les jeunes immigrés de la Cité. Six de ceux-ci poursuivant les tireurs, sont arrêtés par la police à Drancy et inculpés de port d'arme prohibé (un 6,35 est trouvé dans la voiture). Ils passeront 2 mois en prison et ne seront libérés qu'après une campagne de pétition et de popularisation.

Notre commission d'enquête fait savoir, en septembre, que les agresseurs, les frères Faure ont été interpellés par la police, et après avoir reconnu les faits, relâchés libres. Ils ne seront inculpés, plus tard que du seul port d'arme prohibé, pour lequel ils ne sont pas encore jugés.

Aujourd'hui, la commission rogatoire demandée par le juge d'instruction de l'affaire des six jeunes d'Aulnay, réta blit la vérité proclamée en vain par les jeunes à l'époque.

Le tribunal pour enfants de Bobigny, le 7 mai, a désavoué - pour les 2 immigrés qui étaient mineurs- la détention imposée par la Chambre d'Accusation de Bobigny, l'été dernier.

Il faut que le Tribunal Correctionnel de Bobigny, qui va juger le 4 juin les quatre autres jeunes, leur rende complètement justice en les relaxant.

Ces agressions visaient, en particulier, les jeunes immigrés, les enfants des travailleurs immigrés, en mettant en cause le droit de la communauté à vivre dans les cités.

Les attaques fascistes avaient pour but de provoquer les jeunes immigrés et de justifier, par là, le développement des contrôles et des expulsions. Les jeunes ne doivent pas être condamnés pour s'être défendus. Pour être efficace, la lutte contre les agressions fascistes et la politique de discrimination et d'expulsion doit être celle de l'ensemble du peuple.

C'est pourquoi nous appelons à venir affirmer votre solidarité aux jeunes jugés le 4 juin, par la 12é Chambre Correctionnelle de Bobigny (bâtiment K à 13h30) et à participer aux frais de défense (s'adresser à Madame Thérèse Dion, 9 Allée des Roseaux, Appt 5142, 93600 Aulnay-sous-Bois-C.C.P. la Source 33 227 55 F, mention « *solidarité Procès du 4 juin* »).

Commission d'enquête sur les agressions racistes dans le 93

La fête à Aligre

Pendant deux jours, le panier de la ménagère a dû rester dans le placard. Aligre, le marché le moins cher de Paris, fêtait son bi-centennaire. Un moyen de sensibiliser l'opinion puisque une partie du marché risque d'être détruite pour y construire un parking. Les marchands menacés : « *les casseurs de prix* », comme les nomment certains commerçants mécontents . le coin des immigrés. La bataille aurait pu se faire à coup de légumes ... On a préféré la fête. Les défenseurs du quartier s'y sont mis. Pendant deux jours, on a donné des pièces de théâtre, des radio-crochets, du rock nuitards. Les micros manquaient de force, « *mais ce n'est pas si mal* » estime le Dr Carpentier, un des organisateurs. Un homme social celui-là ! « *C'est la fête de tout le monde, regarde-moi ça, ils sont tous venus, qu'ils soient français, immigrés, tout le monde s'entend. Et puis les gens, depuis que la gauche est passée, on sent bien qu'ils ont besoin de sortir, d'aller dans les rues. Ailleurs qu'au cinéma* ». Bien sûr, la fête s'il n'y avait pas ce fichu temps, aurait emmené plus de monde.

« *Nous allons sans doute être déficitaires. Tant pis* ».

Tiens, voilà Clarisse, sa copine, qui travaille avec lui au cabinet. « *Tu n'as pas mis ta salopette ?* » dit-il ...

C'est drôle, j'ai déjà lu ça quelque part ... Les parapluies couvrent la place du marché. « *A propos* », dit-il, *notre groupe a l'intention d'organiser un réseau technique pour aider les immigrés ...* » Un SOS ou un SVP immigrés ? *Une affaire à suivre ...*

B.C.

Grève de la faim en prison

Depuis le lundi 18 mai, Mohamed Ali Chérif fait la grève de la faim à la prison de Fresnes. C'est sa deuxième grève. Déjà, en 1979, il avait cessé de s'alimenter pendant 53 jours. Il demandait sa libération provisoire, et que soit fixée la date de son procès. Arrêté depuis avril 1978, il est accusé de viol collectif, accusation qu'il réfute totalement.

Il entame maintenant une nouvelle grève de la faim, car il juge encore aujourd'hui qu'il fait l'objet de mauvais traitements. En effet dans l'après-midi du dimanche 17 mai, il a une altercation avec un gardien stagiaire, et il demande à voir la direction de la prison pour s'élever contre ces brimades. Cet incident lui vaut le mitard. Il déclenche la grève de la faim le lendemain même, Ali considérant l'acte du gardien non seulement comme une répression mais aussi comme une provocation, afin qu'il ne puisse pas continuer ses études, qu'il a commencées il y a quelques temps.

L'an dernier, il a passé son bac avec succès. Cette année, il prépare les examens qui sanctionnent les études de première année de psycho, qu'il doit soutenir en prison.

Il est depuis 37 mois en prison en détention préventive. Il a fait sept demandes de libération provisoire et réclame de passer en jugement afin qu'il puisse se défendre et être enfin fixé sur son sort.

Le colloque du M.R.A.P. (suite)

Le hasard avait bien fait les choses : le colloque national du MRAp prévu depuis 1 an, était organisé à Villeurbanne les 16 et 17 mai et portait sur « *la nouvelle génération issue de l'immigration* ». Après la grève de la faim de Lyon, les mouvements d'intérêts qu'elle avait suscité, l'engagement du candidat Mitterand à arrêter immédiatement les expulsions de « *jeunes immigrés* » et à élaborer un statut juridique qui tienne compte des affirmations des principaux intéressés, l'occasion était bienvenue de préciser les mesures à demander au Président Mitterrand et de commencer à entendre ce que disent les gens de la dite nouvelle génération.

Heureuse conjoncture et bonnes intentions avaient donc rassemblé une centaine de personnes. D'un côté, l'occasion a été bien saisie : demande d'abrogation de toutes les circulaires concernant l'immigration (notamment les circulaires Bonnet et Stoléru) arrêt de toutes les expulsions, arrêt des refoulements, annulation de toutes les expulsions « *abusives* » depuis 1974 -en particulier à l'égard des « *jeunes algériens* » et enfin proposition d'un moratoire sur l'immigration.

La deuxième partie du programme a plutôt été sirupeuse. Bien intentionné, le colloque avait prévu que les interventions des spécialistes devaient être ponctuées de témoignages. Par les jeunes eux-mêmes. Les spécialistes, à leur habitude, ont été plus ou moins brillants, et les jeunes ont été, à leur habitude aussi, des pièces rapportées. Dès la matinée d'ouverture, le ton avait été donné : Fatima, étudiante en sociologie et témoin de sa génération avait estimé qu'elle était déchirée entre deux cultures. « *Nous sommes déchirés de votre déchirement* » leur avait répondu le président de l'Assemblée, ému de ce témoignage émouvant. Pendant la demi-journée consacrée aux jeunes filles maghrébines, le même pathos l'a emporté : le débat a tourné essentiellement autour des problèmes que rencontrent les jeunes filles avec leurs familles et des problèmes liés à l'obtention des papiers (carte de résidence, permis de séjour ...)

Conclusion : les jeunes filles de la 2e génération sont dans une situation sacrément difficile, elles n'ont même pas la chance de leurs parents d'avoir pu se raccrocher à des valeurs qu'ils croyaient sûres, elles sont prises dans l'alternative du suicide et de la prostitution (oh, quand même, c'est exagéré !). Au comble, ce témoignage d'un avocat racontant qu'une jeune fille était venue le voir, pour lui demander d'expulser son père qui voulait l'envoyer de force en Algérie « *Qu'auriez-vous fait ?* ».

Problèmes contradictoires, difficultés, impuissance, tel était le ton de ce colloque national qui avait associé bonnes intentions et témoignages de souffrance et qui avait mariés jeunes filles de la deuxième génération, éducateurs, travailleurs sociaux, psychiatres, humanistes. « *Le mariage traditionnel, c'est beau, mais il ne faut pas être la mariée* » avait dit une jeune fille. C'est plus vrai qu'on ne le croit ...

C'est bien ce qu'affirme Tim, qui dit « *je veux* » dans un journal de 4 pages passionnant « *Zaâma d'Banlieue* » dont le souffle est celui d'inventer une autonomie. Et en couverture, l'annonce d'un concert-rock gratuit des jeunes immigrés et français de banlieue, le 6 juin à Saint Fons.

On en reparlera.

Alain Battegay

Rencontre à Lyon :

Vers une charte de la jeunesse

La rencontre des jeunes « immigrés » à Lyon, durant le week-end des 23 et 24 mai a montré au-delà de toute autre considération la volonté de se réapproprier le droit à la parole, de sortir de l'assistanat paternaliste et humaniste, de poursuivre le mouvement entamé par la grève de la faim de Lyon. Ils ont décidé de se retrouver les 27 et 28 juin à Paris, afin d'établir une sorte de charte de la jeunesse « immigrée ».

C'était annoncé depuis quelque temps déjà : le 23 et le 24 mai dans la région lyonnaise, à Montluel se tenait une réunion nationale de tous les comités de coordination contre les expulsions et pour l'égalité des droits. Toutes les régions de France, où il s'est passé quelque chose à propos des jeunes immigrés, étaient présents.

A ma grande surprise, les trois quart des gens réunis ce week-end dernier étaient des jeunes dits « *immigrés* ». Ils étaient venus de Lille, Paris, Grenoble, Valence, Marseille, Saint-Chamond, Toulouse, etc ...

Samedi dans l'après-midi, une présentation est faite de toutes les villes présentes, de leur programme et de l'état de leur collectif ainsi que des actions qui ont été entreprises dans leur localité.

Le débat qui a suivi a été houleux et riche. Le représentant de la MTI a d'abord, en partant de l'exemple de Chalons sur Saône, à propos de la grève de la faim qui se poursuit, demandé d'élargir les revendications à toute l'immigration, en particulier pour ce qui concerne les expulsions et les sans-papiers, les « *clandestins* ».

Beaucoup ont réagi, un peu trop défavorablement à cette initiative, qui s'expliquait au moment de la grève de la faim de Lyon, et par rapport aux objectifs fixés, mais qui se comprend moins maintenant.

C'est le sens de l'intervention remarquée de Nora, qui a bien situé le problème, dans le sens où, disait-elle, il fallait le situer dans la communauté immigrée dans son ensemble et dans son hétérogénéité.

Un clandestin de retour d'Alger, Kader, arrêté le 22 mai dans la région de Lyon par la gendarmerie après une garde à vue d'une nuit, a expliqué (il a été très applaudi) qu'il avait été relâché par le procureur de la République, et qu'il venait à Lyon pour témoigner et apporter son soutien ...

Trois axes de travail ont été définis pour la journée de dimanche. Trois commissions ont ainsi été crées pour en discuter :

- un comité de vigilance
- une commission attachée à favoriser les problèmes de la prise de parole des jeunes
- une commission qui définirait une sorte de charte ou un cahier de doléances des jeunes dans cette étape.

Dans la soirée du samedi, à la suite d'un spectacle donné par les filles de Valence, et la pièce de la troupe « *Tana* » de Marseille, les discussions ont continué dans les chambres jusqu'à une heure assez avancée dans la nuit, ce qui a provoqué les inévitables discussions entre ceux qui voulaient dormir et se reposer et ceux qui poursuivaient le « *débat* » et autres « *ébats* ».

Le dimanche après-midi, les trois commissions se sont retrouvées pour rendre compte de leurs travaux.

Pour sa part, la commission de vigilance a proposé qu'une lettre soit envoyée à tous les responsables concernés du nouveau gouvernement demandant l'abrogation de toutes les lois répressives concernant l'immigration.

Un dossier sur tous les aspects de l'expulsion est en préparation. La commission d'expression a établi pour sa part des souhaits, pour que l'expression « *immigrée* » apparaisse au grand jour.

Ils ont proposé que des cours « *anti-racistes* » soient donnés dans des lycées, à l'image de ce qui s'est passé après Copernic, afin que toute la jeunesse soit sensibilisée à ces problèmes. L'ouverture sur le Tiers-Monde n'était pas absente des préoccupations des jeunes, puisque pour eux, le dialogue Nord-Sud doit aussi se faire avec eux et ici. D'autres propositions telles que le jumelage entre les villes du Tiers-Monde et certaines villes de France soient réalisées ainsi que l'organisation de rencontres sportives.

La commission Plate-forme a établi un plan de travail (voir ci-contre) et a proposé une lettre envoyée au Président de la République.

Les jeunes se sont ensuite quittés en se promettant qu'il y aurait un travail de réflexion qui soit mené, pour la rencontre nationale qui aura lieu probablement à Paris le 27 et 28 juin à Paris, pour définir une charte des aspirations de la jeunesse immigrée.

Un week-end bien rempli et harassant, mais qui a étonné plusieurs d'entre nous tant par le sérieux du travail effectué (même l'intendance-bouffe, etc ... Merci Hadj) que par la composition des délégations venues de toute la France. Un vent nouveau souffle...

Mohamed Nemmiche

Tour de force

« Et, de toute façon, je ne suis pas d'accord avec le mythe du révolutionnaire exemplaire ... C'est un rêve d'utopiste, la révolution, il faudra la faire avec le peuple, en comptant avec les défauts et les limites de chacun ». Le mot est de la chilienne Ana Vasquez et vaut pour le Chili que nous savons. Prenons le à notre compte pour qualifier la coordination nationale réunie à côté de Lyon. Le tour de force n'était pas de produire la plateforme parfaite, fruit d'un esprit clair, révolutionnaire et en bonne santé. Il fût de réunir et faire travailler ensemble des jeunes prolétaires et des intellectuels, des personnes différentes par l'âge et l'histoire, des immigrés et des français, des marxistes léninistes et des chrétiens, des individus forts de leurs analyses et d'autres de leurs muscles. Faut-il dès lors s'étonner que la société multiraciale que nous explorons dans nos travaux nous en fasse voir de toutes les couleurs ? Elle sera celle-ci ou ne sera pas.

Bernard Bolze

Pourquoi je suis venue

J'ai participé à cette coordination nationale en tant que jeune fille immigrée de Lyon, faisant partie de l'équipe organisatrice. Ce qui veut dire que ce week-end, qui a réuni de nombreuses villes a été organisé par la commission « *jeunes* » de l'équipe d'animation qui est formée en majorité par des jeunes immigrés, qui ont pouvoir de décision et de direction car on ne répètera jamais assez qu'il faut que ce mouvement soit pris en charge par les immigrés, avec la solidarité des français, car il n'y a que nous qui pouvons dire ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas.

Par rapport à ce W.E., je retiens une impression générale très positive.

Je crois que c'est dû essentiellement au fait, que nous étions tous réunis dans le but de travailler efficacement, pour tous nos potes incarcérés pour infraction à arrêté d'expulsion, pour nos potes clandestins et ceux qui sont de l'autre côté de la Méditerranée.

Senna Abdelhak

Mais on sait très bien que pour l'instant, le gouvernement ne pourra prendre que des mesures temporaires, en attendant qu'il soit bien installé. C'est pour cela qu'on a décidé de rester très vigilant.

Pour finir, je dirais que dans tous les cas, nous étions tous d'accord pour dire que l'expression et l'organisation de jeunes immigrés est nécessaire, si on ne veut pas être avalé par toutes les organisations qui « *bossent* » sur l'immigration depuis longtemps.

Nous savons que toutes ces organisations ont des dossiers « *gros comme les gratte-ciel* », mais nous on s'en fout, on avancera à notre rythme. Mais celà n'exclut pas le fait qu'on puisse travailler ensemble mais à conditions qu'elle n'essaient pas de diriger le mouvement et qu'elles restent à un niveau de soutien.

Chaque pas que nous ferons nous, jeunesse oubliée, sera une victoire dans le sens où on a trop longtemps fermé notre gueule : il faut vomir tout ce qu'on a mal digéré et agir ensemble, grâce à une coordination sérieuse et efficace.

Nora

Plate-forme de revendication

Nous voulons être les propres artisans de nos avis. Si la victoire du 10 mai a été l'échec d'une politique répressive et injuste envers la population immigrée, elle nous apparaît aussi comme une alternative possible qui répondrait à notre besoin de participer à cet élan populaire avec comme base *l'égalité des droits.*

Car les lois racistes anti-immigrés sont encore en vigueur et ce qui est essentiel pour nous, c'est de compter sur nos forces et de se mobiliser autour d'une plate-forme commune afin de mettre fin *ensemble* à cette situation intolérable que vivent les immigrés.

L'ESPRIT DE CETTE PLATE FORME

Pour la communauté immigrée,

Pour mobiliser les immigrés,

Pour renforcer les luttes des immigrés,

Pour **unifier les immigrés,**

Avant-Projet d'une plate-forme commune

Coordination nationale de tous les comités qui luttent pour

Objectifs : arrêt total des expulsions, égalité des droits
***Structure :* coordination locale** qui travaille et prend en charge les réalités primordiales à résoudre et ce en étant autonomes.

1) faire un dossier des problèmes locaux des immigrés,

2) élire une délégation mandatée : signatures.

Coordination Régionale qui doit se charger de faire la synthèse des problèmes locaux,

1) en faire un rapport

2) élire une délégation régionale mandatée.

Coordination Nationale,

— constituée de chaque délégation régionale mandatée,

— synthèse des problèmes régionaux dans l'esprit d'élaborer une charte pour la communauté immigrée.

Actions immédiates communes : Une motion au Garde des Sceaux, au ministère de l'Intérieur, pour :

— Arrêt total des expulsions,

— Renouvellement automatique et sans conditions des titres de séjour et de travail,

— Régularisation des « sans-papiers »,

— Suspension de la loi Bonnet,

— Droit au retour des expulsés,

— Dissolution des commissions d'expulsion,

— Arrêt des contrôles de la police. rafles, quadrillages des quartiers racistes,

— Abrogation du décret de 1939 sur le droit d'association,

— Arrêt de l'arbitraire et des tracasseries administratives,

— Application du droit au regroupement familial,

— Suppression des centres d'hébergement des expulsés (Arenc),

— Non-application des décrets concernant l'immigration,

— Amnistie et libération des immigrés incarcérés pour infraction à arrêté d'expulsion.

Lettre au Président

Lettre rédigée les 23-24 mai à Lyon par l'ensemble des jeunes pour demander à M. le président de la République de prendre des mesures urgentes en ce qui concerne les expulsés...

Le 23, 24 mai 1981

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu apporter votre soutien au mouvement de lutte contre les expulsions d'immigrés.

Dans l'attente de textes législatifs définissant et garantissant les droits des travailleurs immigrés et de leurs familles, la coordination nationale des comités contre les expulsions et pour l'égalité des droits, réunie à Lyon, le 23, 24 mai 1981, attire votre attention sur les urgences suivantes :

- L'arrêt effectif et définitif des expulsions d'immigrés

- La suppression des commissions d'expulsions et la fermeture des centres d'internement du type d'Arenc

- L'amnistie et la libération des immigrés incarcérés pour infraction à arrêté d'expulsion

- l'abrogation de tous les arrêtés d'expulsion et la promulgation de mesures administratives permettant le retour en France des expulsés

- La restitution de leurs titres de séjour aux expulsés revenus clandestinement en France

Dans l'attente de décisions conformes à vos prises de positions personnelles et à celles de la Commission nationale de l'immigration du Parti socialiste, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

La coordination nationale des comités contre les expulsions et pour l'égalité des droits.

ZAÂMA D'BANLIEUE

MAI 1981

CONCERT ROCK GRATUIT

des jeunes immigrés et français de banlieue

6 JUIN ST-FONS

En ce mois de mai est né un journal de quatre pages d'expression « *immigrée* » dans la banlieue lyonnaise, réalisé par un groupe de jeunes. Dès ce premier numéro, ils annoncent un concert de rock gratuit pour les jeunes (immigrés et français), le 6 juin à Saint Fons —à l'image du quatre pages réalisé par l'équipe de Rock against police de Paris, à chaque concert de rock, dont le dernier en date est celui du 25 avril en mémoire de la mort de Djamel—

Ce premier numéro est un cri, une rage, une révolte, contre les crimes racistes des flics, le quadrillage, le seuil de tolérance institué à Lyon, la politique de certaines Municipalités exemple, celle de Vaux en Velin, où la Municipamité communiste non seulement étouffe toute possibilité de vie associative (fermeture de centres de loisirs ...), mais de plus, elle dénonce comme à Montigny des jeunes aux flics de façon gratuite ...

Mais hormis les dénonciations, ce groupe de jeunes veulent se réapproprier leur vie, leurs loisirs, et leur cité et aussi réappropriation du rock, expression musicale de leur révolte et de leur lutte... Leur position par rapport à la grève de la faim de Lyon est la suivante : « *le mouvement relativement large a effectivement réactualisé devant l'opinion ce problème d'expulsion. L'apparence dure de ce mouvement (grève de la faim jusqu'au bout), ne doit pas nous cacher sa faiblesse au niveau des objectifs (...) Il n'y a pas de places pour les jeunes concernés dans un tel mouvement. Effectivement, une véritable prise de la parole, ne peut venir que de leur propre initiative en s'organisant dans leur quartier (...)*

Vous pourrez lire un beau texte de Malik qui est une mise en garde : « *(...) discourir, disséquer, ranger ces petites frisées où ils créent des centres sociaux avec des commissions immigrées, comme ça, on peut mieux les canalyser, les surveiller, mais voilà, ça ne marche pas toujours (...)* » Vous pourrez lire l'interview d'un fameux groupe de rock arabe, « *carte de séjour* », et un texte de Tim, qui veut être une femme à part entière : « *j'essaie d'introduire une révolte quotidienne, je m'impose en tant que femme, je refuse la censure, je revendique le droit à la parole, le droit à l'existence (...)* »

Un journal qui se veut la réappropriation du droit à la parole et de l'écrit —je vois la tête que font certains spécialistes et les tenants du discours sur l'immigrisme, de voir cette parole longtemps etouffée s'éclater en plein jour— Après le quatre pages de Rock against police de la région parisienne maintenant, *Zaâma d'banlieue* » à Lyon, demain, un autre quatre pages va fleurir à Marseille ... d'autres ailleur naîtront ...

Un nouveau printemps souffle dans l'immigration, alors méfiez-vous.

En ce qui concerne Lyon, pour tout contact, vous pouvez les joindre au CEP, 44 rue Saint-Georges, 69005, Lyon. Tél. 837 42 77.

M.N.

Il y a un an, Kader a été assassiné par le gardien d'immeuble en bas de chez lui, dans une cité à Paris.
Il y a 5 mois Lahouri a été tué à Marseille, cité des Flamands, par un flic.

A chaque fois dans ces cités touchées, c'est la révolte folle, la rage et les jeunes de ces cités s'organisent après avoir été écorchés de près.

A Lyon, nous sommes nombreux à penser qu'il y a assez de raisons, même trop, pour que nous soyons révoltés. Collomb (maire de Lyon) a bien évidemment institué le seuil de tolérance dans de nombreux quartiers, depuis déjà très longtemps.

Dans les banlieues

— à Villeurbanne, Charles Hernu (P.S.) a fait raser Olivier de Serre en relogeant de façon arbitraire et pas toujours convenable, les habitants délogés. D'autre part c'est un des premiers à préconiser des milices anti-immigrés.

— à Vaulx-en-Velin (P.C.) la municipalité, non seulement étouffe toute possibilité de vie associative (ferme les centres de loisir, ferme les locaux prévus par les baisi mais en plus, dénonce comme à Montigny des jeunes aux flics, de façon gratuite, (Chemin du verger) des jeunes qu'ils tabassent quand ils les trouvent seuls.

Cette fois c'est le concierge qui s'est acharné sur H... encore un concierge qui se laisse aller, c'est grave ! Ça peut aller loin, comme à Paris où les concierges tirent carrément sur les jeunes qui ne leur plaisent pas. Toujours est-il que H. est resté 4 jours à l'hosto, et que c'est lui qui va avoir des emmerdes avec la préfecture.

— à Vénissieux le P.C. ne s'y prend pas de main morte, comme dans tous ces bleds, il demande plus de flics, forme des milices.

— Place du Pont (municipalité du 7ème) quadrillage sur quadrillage, à chaque fois de nombreuses expulsions, l'adjoint au maire demande plus de flicaille, dans un bled comme Lyon qui est un des plus flicard de France proportionnellement à sa population.

Nous sommes quelques jeunes immigrés, et français de différentes cités, de différents quartiers, à vouloir nous organiser de façon autonome, créer une coordination réelle entre les différentes cités et banlieues lyonnaises. Ce qui nous permettrait de ne pas rester isolés dans notre résistance au quotidien : face à l'administration, face aux flics, face au P.C., face aux bandes de nazillons...

Nous voulons prendre en main directement la lutte qui nous concerne (la répression, les tabassages, délogements, expulsions...).

Rechercher ensemble des moyens de lutte plus efficaces que ce qui est proposé par l'extrême gauche désabusée ou par les cathos lassés par la bonne cause. Pour nous réapproprier nos lieux de vie, de loisir pour que nos cités ne soient plus des cités de flics ou du P.C.

En premier lieu se regrouper pour demander, pour obtenir des locaux, dans chaque groupement d'immeubles, pour s'y réunir, y faire la fête, et surtout que ces locaux soient pris en charge par ses utilisateurs : les jeunes de ces immeubles de ces cités.

Déjà donc à Marseille, à Paris, des jeunes s'organisent autour du rock pour résister, pour se défendre, pour reprendre leur locaux. Ainsi donc le rock en tant que musique d'expression, de révolte et de lutte, et enfin responsabilité dans son sens premier, politique. A l'origine le rock, révolte a été joué par les noirs des ghettos, par des jeunes des cités; des banlieues, nous devons aussi nous réapproprier cette musique.

Nous voulons nous aussi nous organiser autour du rock, dans un contexte de gratuité et d'investissement politique de la part des groupes de musique de la région et d'ailleurs.

suite p 4

Châlon

Une grève de la faim pour quoi faire ?

Une grève de la faim ? Oui, au moment où l'espoir renaît, où les gens sont en droit de dire qu'ils veulent rester vigilants, mais de là à s'y remettre ...

Ce fut, nous dit-on, une grave décision, mûrement réfléchie. Annoncer que 21 travailleurs immigrés avaient commencé une grève de la faim depuis le 9 mai à l'église Saint-Pierre à Châlons à la veille du second tour, à la veille de l'élection de F. Mitterand à la présidence, n'a pas convaincu beaucoup de monde.

Une grève de la faim est un dernier recours. Or, il semble qu'il n'y ait pas eu de concertation. Fallait-il attendre quelques temps, fallait-il commencer tout de suite ? Les militants de la M.T.I. déclarent qu'ils ont été poussés par la détermination des grévistes, pour la plupart très jeunes (de 17 à 20 ans).

Ces interrogations se retrouvent toutes, dans les forces qui ont soutenu les luttes des travailleurs immigrés. L'U.L. CFDT de Châlons ne soutient pas cette action par exemple.

Les grévistes de la faim eux déclarent qu'ils se battent pour tous les clandestins de la région, qui seraient au nombre de 160 et pour leur régularisation. Pour la plupart, ils travaillent depuis un an, et veulent aller jusqu'au bout : « *jusqu'à la victoire et contre le racisme* ».

Farida

DERNIERE MINUTE

Depuis le 19 mai, Mohand Hammami est en grève de la faim illimitée pour protester contre ses conditions d'incarcération en QHS et en solidarité avec les prisonniers politiques.

Ecrivez-lui :

Mohand Hammami
Matricule 92 86 — Quartier n° 3 - Cellule 24 - Maison d'arrêt de Toulouse - 31000

Pour tout contact :

Comité de soutien à Hammami, Communauté de la Monta - 10 ave Chemin Général Violet - 38120 St Egrève Isère.

Suspension des expulsions ... Régularisation ... Regroupement familial ... Droit d'asile ...

L'ébauche d'une politique

Attendues avec impatience et espoir, les premières mesures envers les immigrés du nouveau gouvernement sont maintenant connues. Pas de surprise puisque, et plusieurs indices le laissaient clairement entendre, c'est le problème de l'expulsion qui a fait l'objet de cette première communication de M. Gaston Defferre, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Ainsi donc, et comme nous l'annoncions dans nos deux précédents numéros, nous sommes entrés dans cette période transitoire, dont personne y compris au gouvernement, ne peut déterminer la durée, et qui sera caractérisée essentiellement par des mesures conservatoires, en attendant la définition d'une politique d'ensemble envers la population immigrée et sa discussion par la future Assemblée Nationale. Deux problèmes semblent retenir l'attention des responsables socialistes à ce sujet :

Quelle structure gouvernementale mettre en place pour mener cette politique et quels moyens, donc quel budget, lui donner ?

Connues le mardi 26 mai, les décisions du Ministère de l'Intérieur concernent au premier titre les jeunes immigrés nés ou ayant vécu en France. Comme François Mitterrand l'avait annoncé au mois d'avril, dans son télégramme aux grévistes de la faim de Lyon ils ne feront plus l'objet de mesures d'expulsion. Ils bénéficient donc non seulement de la « *suspension provisoire et immédiate de toute expulsion* » mais se voient promettre pour l'avenir l'annulation de cette double peine que constituait, après l'emprisonnement, le bannissement vers « *le pays d'origine* ».

C'est sûrement avec soulagement que cette décision sera accueillie, même si la formulation utilisée (« *jeunes arrivés en France dès* ***leur plus jeune âge*** ») peut laisser subsister quelques interrogations. Au-delà de cette mesure immédiate, le communiqué de M. Gaston Defferre annonce une refonte de la procédure d'expulsion, axée sur la garantie des droits de la défense ; ce qui va sûrement susciter de grands débats. Car, s'il est acquis que l'on ne procédera plus à l'expulsion des jeunes, il semble, d'après le communiqué, et en l'état actuel de la réflexion des responsables du Ministère de l'Intérieur qui n'ont pris leurs fonctions que depuis quelques jours, que l'on compte bien maintenir le principe même de l'expulsion, quitte à lui donner des bases juridiques nouvelles, alors qu'elle était, jusque-là, une mesure administrative relevant des autorités ministérielles ou préfectorales.

Rappelons que l'article 25 du projet de loi sur l'immigration déposé en décembre 1978 par le groupe socialiste et apparentés de la précédente Assemblée Nationale stipulait que « *l'étranger titulaire de la carte d'identité de travailleur immigré ne peut être expulsé* », et que plusieurs responsables socialistes ont à plusieurs reprises affirmé leur opposition au principe de la double peine, donc de toute expulsion d'immigrés. Ce problème sera en tout état de cause un des points soulevés au cours des concertations promises, et dont le principe a été rappelé par M. Defferre.

Par ailleurs, le communiqué du 26 mai ébauche quelques axes de la politique que compte mener le gouvernement de M. Mauroy.

Ainsi, on y voit réaffirmée l'opposition à toute nouvelle immigration et le ministre de l'Intérieur annonce le maintien des contrôles ... existant à la frontière tout en veillant à ce qu'ils soient assurés des contrôles... soient assurés conformément au droit et à la dignité des personnes ». On se rappelle en effet que le nombre des refoulements à la frontière avait énormément augmenté ces derniers mois et que sous prétexte de détecter « *les faux touristes* », le Ministère de l'Intérieur avait établi un document qui était délivré aux personnes refoulées et qui ne comportait pas moins de 21 motifs de refoulement : le G.I.S.T.I. avait d'ailleurs introduit un recours contre ce formulaire devant le Conseil d'Etat.

Enfin, deux points du communiqué retiennent l'attention. D'une part, la réaffirmation du droit d'asile et du regroupement familial, d'autre part, l'annonce d'un examen concerté de la situation des « *sans-papiers* ». Les derniers mois du septennat précédent s'étaient « *illustrés* » par la remise en cause du droit d'asile à tel point que 47 associations et organismes, réunis dans un collectif, avaient lancé un véritable cri d'alarme à ce propos.

Quant au regroupement familial, dont le droit est réaffirmé, il s'agira dans un premier temps de régulariser la situation des familles vivant en France, et dont les dossiers de régularisation étaient bloqués ou souvent même pas constitués. Une circulaire « *concoctée* » par les services de M. Christian Bonnet en novembre dernier avait d'ailleurs interdit toute régularisation des familles se trouvant déjà sur le territoire français.

Quant aux familles qui sont encore au pays, et qui comptent rejoindre leurs parents se trouvant en France, les responsables socialistes estiment que, tout en garantissant ce droit, il s'agira d'assurer les « *conditions d'accueil... en matière de logement, d'équipements scolaires et sociaux...* ». Ce problème avait été soulevé dans l'exposé des motifs du projet de loi socialiste qui, tout en critiquant l'irresponsabilité du gouvernement giscardien, rappelait qu'il y avait « *200 000 à 300 000 travailleurs isolés suspectibles de faire venir leurs familles* » — les députés socialistes estimaient à l'époque que, vu « *le retard à combler pour améliorer les conditions de vie et d'insertion sociale des familles immigrées présentes en France...* », ils voyaient mal « *...dans ces conditions, comment il serait possible d'autoriser librement la venue des familles sans subordonner celle-ci à l'existence à un droit donné de conditions d'accueil décentes* ». C'est, de fait, le problème du logement, et plus particulièrement du logement social qui est ainsi soulevé, et il faudra suivre de près les mesures qui seront prises par le gouvernement dans ce domaine.

« *Last, but not the least* », le problème des sans-papiers sera discuté, a annoncé M. Defferre.

Le P.S. qui estime leur nombre à plusieurs centaines de milliers, avait déjà soulevé le problème des sans-papiers, notamment dans le projet de loi mentionné ci-dessus.

« *Le réalisme et l'humanité*, y lit-on, *conduisent à proposer de régulariser la situation de ceux qui se trouvent en France depuis un certain temps...* ». Les secteurs marginaux de l'économie (nettoyage industriel, certains secteurs de la confection, du forestage, du bâtiment, des services domestiques) qui vivent bien grassement d'ailleurs de la surexploitation des sans-papiers n'auront qu'à s'adapter ou à disparaître, précisait, à juste titre, le projet de loi socialiste.

Kamel Belarbi

Point de vue :

Les amis personnels du Président

Jeudi 21 mai, devant ma télé, je suis la première sortie de Mitterrand à l'Arc de Triomphe. Le commentateur nous cite les noms de toutes ces personnalités étrangères : *amies personnelles du nouveau président* », venues saluer le changement. W. Brandt, Sebghor, Soares, etc... Mais qui est ce barbu qui arrive et se place à côté de W. Brandt. Sa tête me dit quelque chose ; oui, c'est bien lui : Messaadia, secrétaire du Comité Central du F.L.N. algérien...

Il faudra vraiment que tous nos journalistes fassent des stages de recyclage pour apprendre à connaître ces nouveaux visages, qui, il y a quelques semaines, n'avaient pas le droit de cité et qui font désormais partie de notre vie politique.

Messaadia sous l'Arc de Triomphe, c'est pourtant un événement très significatif : on se souvient du voyage triomphal de Giscard en Algérie dès les débuts de son septennat. A peine trois mois plus tard, les relations franco-algériennes étaient plus que froides, voire empreintes d'hostilité. Quant au voyage officiel du Président algérien en France, il était sans cesse renvoyé aux calendes.

Aujourd'hui, l'espoir peut renaître : Messaadia sous l'Arc de Triomphe, à deux pas du Soldat Inconnu, c'est plus qu'un symbole. C'est une page de l'histoire définitivement tournée. Ce peut être une révolution dans les relations franco-algériennes. Rêvons un peu : le pétrole ne sera plus troqué contre le sort des immigrés, l'axe Alger-Paris remplacera les relations de vassalité établies avec certains chefs d'Etats et sera un des éléments fondamentaux des nouvelles relations de la France avec les Pays arabes, l'Afrique et le Tiers-Monde...

A condition ! A condition que le nouveau pouvoir en France sache reconnaître clairement au Peuple Palestinien les droits qui sont les siens et que d'autres « *amis personnels du Président* » soient remis à leur place !

Michel Neyreneuf

Le Garrec à Sans Frontière :

« Pas d'inquiétude ! »

Lundi 25 mai, nous apprenons que M. Gaston Deferre, ministre de l'Intérieur doit faire pour le mardi 26 une déclaration concernant l'immigration. Et comme nous voulons en savoir un peu plus, du fait qu'il n'y ait pas eu de responsable nommé en ce qui concerne l'immigration dans le gouvernement, nous avons appelé au téléphone M. Le Garrec. ancien responsable de l'immigration au P.S. et aujourd'hui secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

Mardi 26 mai 1981 à 8h30 du matin.

Allo, M. Le Garrec. Bonjour. C'est le journal « *Sans Frontière* ». Nous aurions aimé avoir quelques précisions sur la nouvelle politique concernant l'immigration. D'autant qu'il n'y a pas de responsable de l'immigration explicitement nommé dans le nouveau gouvernement.

Le Garrec : Pour l'instant, je ne peux rien vous dire, mais je pense simplement ceci : Les décisions qui seront annoncées par le ministre de l'Intérieur aujourd'hui sont bien de la compétence du ministère de l'Intérieur et vont dans le sens des positions prises par le P.S., c'est-à-dire en ce qui concerne les expulsions des jeunes. Reste à voir comment seront pris en compte les problèmes de l'ensemble de la population immigrée et comment ces problèmes seront rattachés politiquement. C'est une discussion qui continue. Rien n'est oublié et tout se fera dans l'esprit politique qui a été celui du P.S.. Des mesures immédiates seront prises par rapport à la population. Nous continuons de réfléchir pour savoir comment les problèmes de la population immigrée seront pris en compte et sous quelle forme ministérielle ils seront rattachés. C'est là-dessus que la réflexion est en cours. Voilà, pas d'inquiétude !

S.F. : Nous ne sommes pas vraiment inquiets, mais nous nous posons quelques questions.

Le Garrec : Il est normal que vous vous posiez des questions et d'ailleurs je vous y réponds. J'ai pris contact avec le cabinet Deferre concernant les mesures et je vais avoir du nouveau aujourd'hui et pour le reste, c'est une discussion qui a lieu au cabinet...

S.F. : Je vous remercie.

Le Garrec : Au revoir.

Propos recueillis par F.A

Quelle structure ?

Comme le rappele rapidement ci-dessus Jean Le Garrec secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, le gouvernement de M. Mauroy n'a pas encore décidé de la création ou non d'une sorte de secrétariat d'Etat chargé des travailleurs immigrés.

On sait que le P.S. est opposé depuis longtemps à « *un statut* » spécifique des immigrés et a toujours critiqué le rattachement du secrétariat d'Etat de M. Stoléru au ministère du Travail. Il a par contre prôné dans son projet de loi la création auprès du Premier ministre d'une délégation aux travailleurs immigrés, qui aurait cinq fonctions :

— Assurer « *un réel contrôle des flux migratoires* »,

— Préparer et suivre les mesures « *propres à améliorer la situation des travailleurs immigrés en matière d'éducation et de formation, de santé, de logement...* »,

— Disposer des services spécialisés, des divers ministères concernés,

— Assurer la tutelle de l'O.N.I. et du F.A.S. et des organismes sociaux et d'hébergement collectif,

— Informer l'opinion française, assurer la lutte contre les discriminations et la promotion des cultures minoritaires.

C'est une fois arrêtée la décision du gouvernement à ce sujet que l'on passera à la réorganisation de divers organismes, tels le F.A.S. et l'O.N.I. qui sont appelés en principe à une profonde modification de leurs prérogatives et moyens.

Sans Frontière Hebdo

Le regard immigré !

Tous les samedis

Dans les kiosques et toutes les gares

Diffusé en Tunisie et au Maroc.

Prochainement

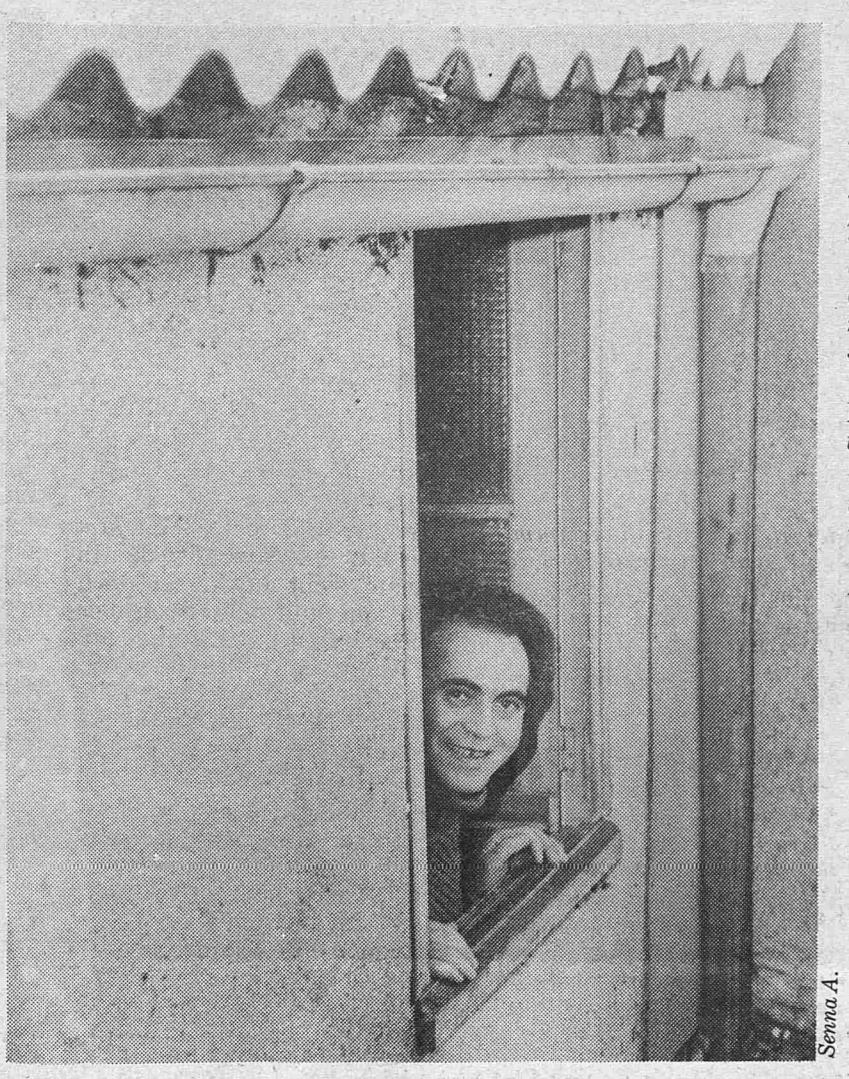
En Algérie, au Sénégal et en Côte d'ivoire

Communiqué du Ministre de l'Intérieur :

« *Suspension provisoire et immédiate de toute expulsion* »

M. Gaston Deferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, a décidé mardi « *dans l'immédiat et à titre provisoire, de suspendre, sauf exception justifiée par une nécessitée supérieure d'ordre public, l'exécution de toute mesure d'expulsion* ».

« *Il importe,* a-t-il souligné dans un communiqué, *que les travailleurs étrangers qui, par leur travail, un travail que les Français ont toujours refusé d'accomplir, ont largement contribué au développement économique du pays, voient leur place pleinement reconnue dans la société française* ».



Senna A.

« *Il serait profondément injuste,* a-t-il ajouté, *que ces travailleurs qui font partie intégrante de notre classe ouvrière fassent les frais de la crise économique dont nous héritons, ces étrangers, qui sont en France depuis des années, voire des dizaines d'années, ont droit à la sécurité* ».

« *A cet effet,* a poursuivi M. Deferre, *j'ai arrêté les orientations suivantes :*

1) L'expulsion ne sera plus appliquée aux jeunes étrangers nés en France ou qui y seront arrivés dès leur plus jeune âge. La France est leur pays. S'il leur arrive de commettre un délit, ils seront livrés à la justice mais ne seront plus contraints, à l'expiration de leur peine, de gagner un pays dont ils ne connaissent souvent même pas la langue ».

2) *La procédure d'expulsion sera entièrement revue afin s'assurer un réel respect des droits de la défense* ».

M. Gaston Deferre a, toutefois, tenu à faire remarquer « *que cette nouvelle orientation ne signifie pas que les frontières s'ouvriront à l'arrivée d'une main-d'œuvre nouvelle* ».

« *Dans la situation économique présente et sous réserve du droit d'asile et du droit au regroupement des familles, je ne proposerai pas au gouvernement de mettre en cause les contrôles existants. En revanche, je veillerai à ce que les contrôles, notamment dans les ports et les aérodromes, soient assurés conformément au droit et à la dignité des personnes. De même, je prendrai l'initiative d'une vaste concertation afin de trouver une solution plus humaine aux problèmes posés par les étrangers en situation irrégulière* », a conclu M. Deferre.

Unité ?

Le Parti Progressiste Martiniquais a annoncé dans une déclaration du 24/05/81 qu'il mettait momentanément de côté sa revendication nationale pour se préoccuper essentiellement des revendications quotidiennes des gens. Depuis, les bruits faisant état d'un rapprochement politique entre le P.P.M. et la Fédération Socialiste du P.S. se sont amplifiés.

De son côté, et après de vives tensions internes, le P.C. martiniquais a décidé de participer aux prochaines élections législatives en présentant des candidats dans les trois circonscriptions.

Quant au Mouvement Indépendantiste Martiniquais, il maintient sa consigne d'abstention.

Comme on le voit, unité et mouvement anticolonialiste martiniquais ne sont pas des termes similaires.

Cocorico électoral ?

Inquiétude chez la droite et les nouveaux vainqueurs en Guadeloupe depuis le dernier attentat du 10 mai 1981. Le démantèlement du G.L.A., n'aurait-il été qu'un cocorico électoral ?

Il semble que les cinq membres présumés du G.L.A. et les emprisonnés guyanais depuis près d'un an bénéficieront d'une mesure de liberté provisoire sous peu.

SECRETAIRE D'ETAT INCONNU

Le nouveau secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., P. Emmanueli, est totalement inconnu. On s'attendait à la nomination à ce poste de l'ex-délégué national du P.S. pour les D.O.M.-T.O.M., Franceschi. La nomination de P. Emmanueli est certainement due plus à ses bonnes relations avec G. Deferre qu'à une quelconque connaissance de sa part des dossiers de l'Outre-Mer. D'ailleurs, il a passé sa journée de samedi à chercher où se trouvait le siège de son ministère.

Ça promet d'être gai.

Neg Mawan

Jamai

Vingtième anniversaire d'Amnesty International

Au vu des attaques de tous bords que subit le droit à l'opposition, les années 80 seront décisives pour les droits de l'homme, déclare aujourd'hui (mercredi 27 mai 1981) Amnesty Internationa.

Dans un appel lancé à l'occasion de son vingtième anniversaire, l'organisation demande qu'une mobilisation internationale permette, de toute urgence, de faire face à cette crise, en s'appuyant sur l'opinion publique et sur le droit international. Amnesty International s'engage à intensifier ses propres efforts et espère doubler, dans les deux ans, le nombre de personnes participant à ses campagnes.

Le meurtre, la torture, l'enlèvement et l'emprisonnement ont été pratiqués systématiquement dans de nombreux pays, déclare Amnesty International, qui alerte l'opinion du « nombre sans cesse croissant des victimes ».

« *Aujourd'hui* », explique l'appel, « *ce n'est pas seulement la liberté d'opinion qui est menacée : la vie des prisonniers est en jeu* ».

Amnesty International cite quelques exemples de la longue liste des abus qu'elle combat : des milliers de personnes assassinées sur ordre officiel au Guatémala, enlèvements par les forces gouvernementales en Argentine, détentions prolongées -sans procès- en Afrique du Sud et en Malaisie, condamnations de dissidents aux travaux forcés en Union Soviétique.

Amnesty International a été fondée à la suite de l'article d'un hebdomadaire londonien, *The Observer*, le 28 mai 1961, appelant des personnes de tous bords à oeuvrer ensemble pour la libération des hommes et des femmes emprisonénes uniquement à cause de leurs opinions ou de leurs origines.

L'appel d'aujourd'hui insiste sur l'expérience de l'organisation démontrant que des individus, dans de nombreux pays, ont pu aider à sauver des prisonniers d'opinion ; il ré-affirme que pour Amnesty International, dépendre des dons du public est une garantie d'indépendance. L'organisation comprend actuellement plus de 250 000 membres et sympathisants actifs dans le monde, dont 24 000 en France.

Il y a vingt ans, un hebdomadaire londonien, *The Observer,* publiait un article de l'avocat anglais Peter Benenson : il y annonçait le lancement d'une campagne baptisée : « *Appel pour l'amnistie 1961* ». Un mois plus tard, il avait reçu le soutien de gens du monde entier. Un nouveau mouvement était né : Amnesty International. Aujourd'hui, plus que jamais, au début des années 1980, l'association continue à se battre : le 27 mai 1981, elle publie un « *appel pour l'amnistie 1981* ».

Avec les années 80, les droits de l'homme ont à affronter une épreuve décisive : pays après pays, le droit à la liberté est menacé. La torture et le meurtre, l'enlèvement et l'emprisonnement (souvent approuvés au niveau le plus élevé des gouvernements) sont pratiqués systématiquement dans des pays d'idéologies très différentes.

Le nombre des morts s'accroît. Des milliers de personnes ont été liquidées au Guatémala par des agent obéissant à des directives officielles. En Ar gentine et aux Philippines, les forces de sécurité ont enlevé des gens qu'on n'a plus jamais revus.

Ailleurs, des tribunaux d'exception ont ordonné des exécutions politiques en masse. En Iran et en Irak, les victimes ont été pendues ou fusillées à l'issue de procès sommaires, le plus souvent sans aucune possibilité de recours judiciaire.

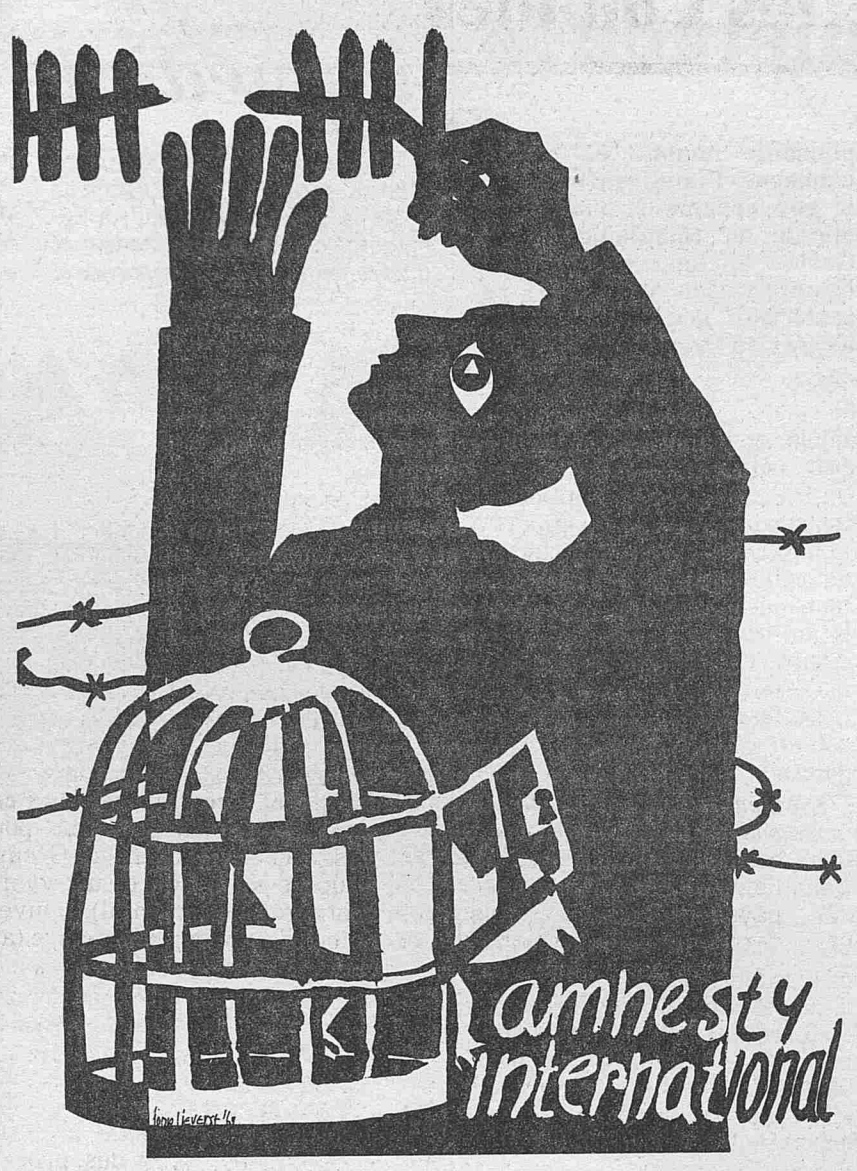
On rapporte régulièrement que des gens sont morts en prison, ou alors qu'ils se trouvaient aux mains de policiers ou militaires -et que ces décès sont souvent provoqués par les tortures qu'ils ont subies. Des morts en détention ont ainsi été signalées l'an dernier dans des pays comme la Bolivie, l'Espagne, la Turquie, l'Uruguay et le Zaïre. De l'Union soviétique à la Corée du Sud, de la Chine à Haïti, critiquer la politique gouvernementale peut entraîner de lourdes peines. Ceux qui sont envoyés dans des camps ou jetés en prison sont souvent soumis à des conditions de détention très dures à des châtiments rigoureux.

Une double stratégie

On pourrait citer bien d'autres exemples. Près de la moitié des 154 gouvernements représentés aux Nations-Unies détiendraient des prisonniers d'opinion -des gens emprisonnés en raison de leur opinion ou de leur origine et qui n'ont ni préconisé la violence ni eu recours à elle. Au cours des cinq dernières années, des allégations de torture sont parvenues de plus de 60 pays ... Dans plus de 50 pays, les citoyens peuvent être détenus sur ordre administratif, sans inculpation ni jugement. Dans 134 pays, la peine de mort est en usage, et dans bien des cas pour des raisons politiques.

La prise d'otages, la torture et l'exécution d'adversaire politique ont été également pratiquées par des groupes non gouvernementaux, au nom de causes diverses. De tels actes ne sont pas plus acceptables que la répression par les gouvernements.

Face à ces tentatives systématiques d'élimination des « *déviants* », il est urgent d'entreprendre une action internationale si l'on veut continuer à protéger les droits de l'homme dans les années 80.



Il y a vingt ans, le 28 mai 1961, un article de journal lançait Amnesty International en appelant les gens de toutes opinions à oeuvrer ensemble, d'une manière impartiale et pacifique, à la libération d'hommes et de femmes emprisonnés de par le monde pour leurs seules opinions politiques et religieuses.

Aujourd'hui, dans bien des régions du monde, ce n'est pas seulement la liberté d'opinion qui se trouve attaquée : la vie des prisonniers est en jeu.

Avant de pénétrer dans le commissariat de police de Sao Paulo où il devait subir un interrogatoire, en 1975, le journaliste brésilien Wladimir Herzog avait écrit : « *si nous perdons notre capacité à nous indigner devant les atrocités qu'on fait subir à nos semblables, nous perdons le droit de nous appeler des hommes* ».

Quelques heures après son arrivée au commissariat, il était mort.

Confrontés à l'extension qu'ont prise les violations des droits de l'homme, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'issue de la bataille qu'ils mènent pour les défendre.

Nous affrontons une épreuve décisive. Partout dans le monde, les gens sont sans doute plus conscients que jamais de leurs droits ; mais les violations perpétrées quotidiennement montrent que l'action est aussi nécessaire, sinon plus, qu'auparavant.

La stratégie doit être double. Elle doit s'attaquer aux abus à la fois au nom du droit international et au nom de la solidarité humaine avec les victimes. Il faut accélérer la mise en oeuvre par les gouvernements de leurs engagements à se conformer aux normes internationales en matière de droits de l'homme. La ratification mondiale des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme est essentielle. Actuellement, moins de la moitié des gouvernements dans le monde ont ratifié ces textes.

L'action urgente

Les Nations-Unies doivent adopter en priorité le projet d'une convention internationale contre la torture. Cette convention doit prévoir la possibilité d'inspections sous les auspices des instances internationales, des centres de détention.

Un moratoire mondial pour les exécutions, actuellement pris dans les méandres des débats des Nations-Unies, doit être soumis au vote de l'ONU.

Cependant, ces accords ne peuvent, à eux seuls, garantir la protection des droits de l'homme. C'est à l'opinion publique de fournir l'impulsion nécessaire pour que soient respectés les normes internationales.

L'expérience d'Amnesty International a montré qu'une action internationale rapide peut sauver la vie de gens qui risquent la torture et la mort. Des détenus ont été relâchés à la suite d'appels concertés lancés par des citoyens et des organisations d'autres pays.

Dans d'autres cas, des victimes qui avaient « *disparu* » alors qu'elles étaient aux mains des forces de sécurité, ont réapparu. On a cessé d'utiliser la torture et commué des condamnations à mort.

Pour parvenir à ces résultats, les obstacles à vaincre sont énormes. Le secret et la censure forment barrage aux informations qui parviennent des prisons et des prisonniers. La crainte de représailles peut paralyser l'action des parents, des avocats et des militants des droits de l'homme.

Un triple mandat

Au moment où elle aborde les années 80, Amnesty International a délimité son champ d'action dans le domaine des droits de l'homme. Son mandat est triple. D'abord, elle recherche la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers d'opinion (détenus en raison de leurs croyances, couleur, sexe, origine ethnique ou langue, qui n'ont ni utilisé ni préconisé la violence).

Ensuite, elle recommande des procès équitables et rapides pous tous les prisonniers politiques et oeuvre en faveur des personnes détenues sans inculpation ni procès. Enfin, elle s'oppose à la torture et à la peine de mort sous toutes leurs formes et de façon inconditionnelle.

Amnesty International considère toute violation de ces droits élémentaires comme une menace envers les droits à la dignité de tous. Elle s'applique à essayer de mettre un terme aux violations commises ou tolérées par les gouvernements, car ce sont eux qui sont responsables du maintien des normes approuvées par la communauté internationale.

Un effort accru doit certes être fait pour porter à l'attention de l'opinion publique les abus commis et mener campagne contre eux. Mais Amnesty International réaffirme son parti pris originel selon lequel elle ne doit être financée que par les contributions de ses membres ou les dons qui lui sont faits. Ce principe est essentiel pour préserver le mouvement de toute interférence avec les gouvernements, les organismes de collectes de fonds ou les groupes de pression.

Nous espérons dans les deux ans à venir doubler le nombre de nos sympathisants et de ceux qui nous apportent régulièrement leur contribution financière. Cela viendrait accroître de façon importante nos possibilités de faire campagne pour la libération des prisonniers d'opinion, l'abolition de la torture et de la peine de mort.

En direct des Nouvelles Colonies

Renforcement du dialogue Sud-Sud

Du 13 au 20 mai s'est tenue, près de Caracas, la conférence ministérielle du « *groupe des 77* » sur la coopération Sud-Sud, c'est à dire sur la coopération économique entre pays du Tiers-Monde.

La création du « **groupe des 77** » remonte à 1964 : à la suite de la première Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 77 pays en voie de développement se sont réunis pour « *étendre les relations entre eux afin de déterminer des objectifs communs et de formuler des programmes conjoints d'action en faveur de la coopération internationale* ».

Le groupe sert depuis à établir des contacts entre les pays en voie de développement et à coordonner leurs interventions dans le cadre de l'ONU, de l'ONUDI (Organisation des Nations-Unies pour le Développement industriel), de la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), de l'UNESCO, de la Banque Mondiale et du FMI (Fonds Monétaire International), soit toutes les organisations internationales ayant une action dans le Tiers-Monde sur le plan économique.

En effet, si, au départ, il s'agissait d'obtenir des réformes uniquement dans le domaine, des relations commerciales, le « *Groupe des 77* » veut maintenant « *toucher pratiquement tout le spectre des relations économiques internationales entre pays industrialisés et pays en voie de développement* ».
Dans ce contexte, le « *Groupe des 77* » -qui compte actuellement 122 pays membres- a décidé d'accélérer la coopération économique entre pays en voie de développement. Des réunions préparatoires d'experts et de techniciens ont permis d'établir des propositions sur les problèmes de l'énergie, du financement des matières premières et du commerce, de l'industrialisation, de la technologie, de l'alimentation et de l'agriculture, propositions qui ont été discutées à Caracas.

La coopération Sud-Sud ne cherche pas à se substituer au dialogue nord-sud : « *(...) il ne s'agit pas d'une alternative. Les deux démarches sont fondamentales, même si elles ne sont pas liées entre elles* ». Elles sont complémentaires : renforcer les liens économiques entre les pays en voie de développement permet à ces derniers de se présenter aux négociations du dialogue Nord-Sud dans une position plus forte, d'où l'intérêt par exemple de constituer des systèmes de préférences commerciales entre ces pays ou des associations de producteurs et exportateurs de matières premières (sur le type de l'OPEP).

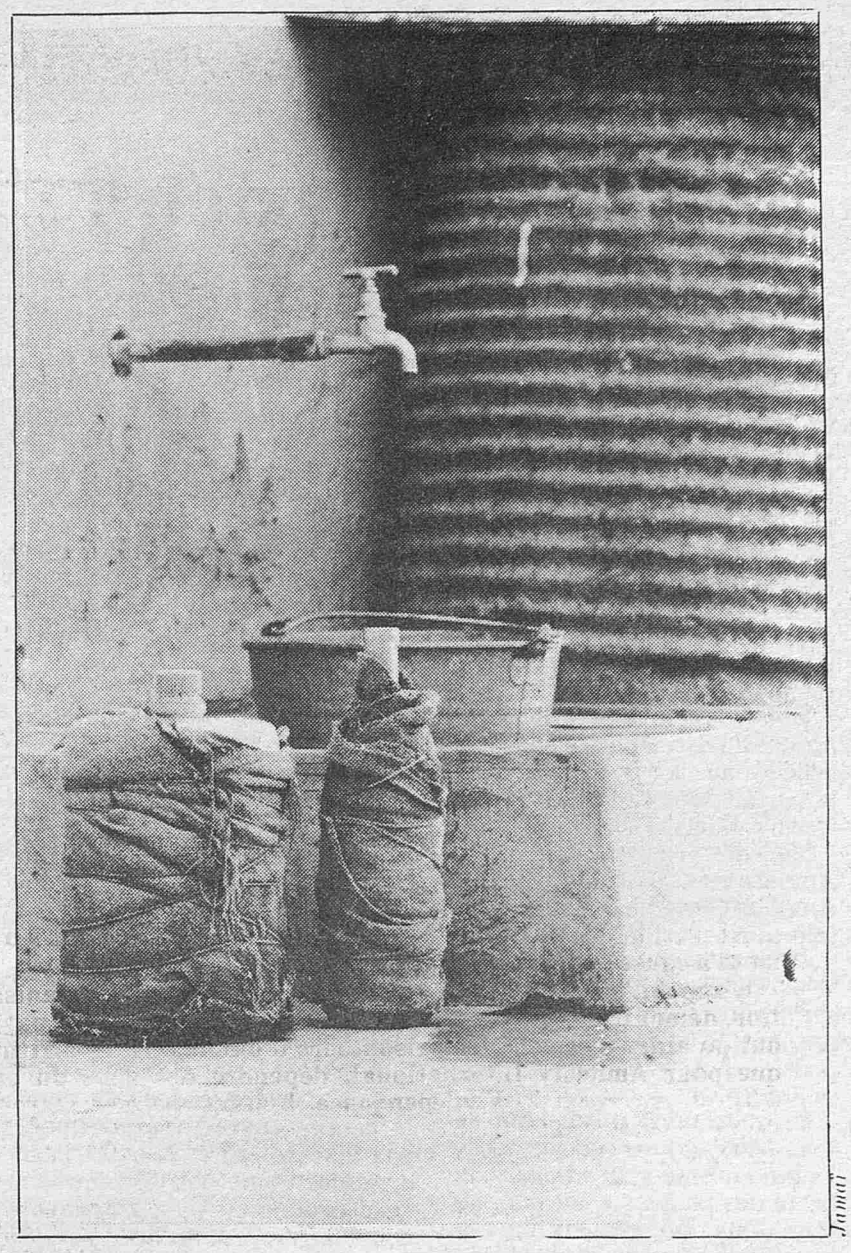
Mais il ne faut pas oublier qu'à l'intérieur du « *Groupe des 77* » aussi les intérêts divergent : les pays exportateurs de pétrole, les pays disposant de matières premières, les pays qui commencent à s'industrialiser et enfin les pays les plus démunis montrent des disparités très grandes. Le problème de l'énergie est à cet égard caractéristique ; les pays producteurs de pétrole ont des « *surplus de devises* » alors que les autres pays en voie de développement voient leurs possibilités de financement lourdement grévées par les hausses successives du pétrole. L'accord n'est toujours pas fait sur ce type de problème (nous y reviendrons prochainement).

Le texte des mesures adoptées à Caracas n'est toujours pas publié. On sait que les recommandations suivantes ont été faites : **création d'entreprises transnationales** entre pays intéressés, création de **comités d'action** du type de ceux du « *système économique latino-américain* », **coordination des travaux des organes économiques** de chaque Etat à un niveau régional, **création de deux comités d'experts** (un comité pour assister le président du Groupe auprès de l'ONU et un comité intergouvernemental), ouverture d'un **compte bancaire** (alimenté par des dépôts volontaires) pour financer la promotion du « **plan de Caracas** ».

Ce plan semblerait axé, entre autres, sur deux aspects. D'abord un aspect concret : pas de théorie générale à portée universelle, mais des propositions précises en fonction des contextes locaux. Ensuite, l'aide accrue apportée aux autres pays en voie de développement par les pays exportateurs d'énergie.

Il reste à espérer que ces recommandations soient mises en pratique ; en effet, jusqu'à maintenant, la coopération Sud-Sud a été plus verbale que effective. Il faut souligner toutefois qu'elle semble se mettre en route, témoin l'exemple récent du Soudan aidé par 26 pays non industrialisés.

Antitrust



Jamai

Votre argent en Afrique du Sud

Serait-il encore à l'ordre du jour de présenter le régime de l'Apartheid en Afrique du sud ? Sinon, tant mieux ! Si oui, rappelons rapidement que c'est 20 millions de noirs qu'on force à occuper 13 % du territoire, et 4 millions de blancs occupant le reste. 13 % qui n'ont, en fait, jamais été autres que réserves dans lesquelles les noirs sont déclarés citoyens. Au-delà de ces réserves, ils deviennent étrangers dans leur propre pays. C'est aussi le régime qui, par des tortures et des assassinats légaux (sic !) s'est « *offert* » 1000 Morts depuis 1976. (Soulèvement de Soweto).

A la suite de ce soulèvement, le gouvernement n'est pas resté inactif ! Mise à part cette répression violente, il appliquera une économie de siège qui le protègera des pressions internationales.

qui dit économie de siège, dit, entre autres, recherche de capitaux étrangers (80 % de la population vivant dans la misère) et c'est ainsi que la gangrène du pouvoir financier s'est encore plus étendue en Afrique du Sud.

Face à ces réactions d'accords des « *Démocraties occidentales* », des gens se sont groupés en France et dénoncent le financement de ce régime par 80 entreprises françaises implantées en Af. du Sud. C'est ainsi qu'il est des patrons qui investissent là-bas, contre lesquels on ne peut pas faire grand'chose ici (faudrait-il encore en discuter ?!) mais il existe des entreprises à qui la plupart des salariés français confient leur argent qui prendra donc cette route du sud. Ces entreprises ont pour nom : Crédit Lyonnais, Crédit industriel et commercial (C.I.C.), Crédit commercial de France (C.C.F), BNP, Sogenal, Paribas, etc ...

C'est ainsi que ces gens, groupés sous l'étiquette :« *campagne 100 000 Français contre le financement de l'apartheid par les banques françaises* », demandent à tous les titulaires de compte de se faire expliquer le trajet de leur argent (sauf si celui-ci était à Nice, lequel aura servi à acheter des armes aux phalangistes).

En effet, ne serait-il pas temps de demander des comptes à nos banques ??? ...

PS : Pour soutenir activement, contacter ce regroupement qui propose divers types d'action : envois de lettres, pétitions, envois de cartes pour soutenir 6 prisonniers politiques condamnés à un total de 90 ans de prison, revue d'information, etc ...

46 rue de Vaugirard 75006 Paris. Tél. 336 00 14

Mazzilli Daniel
(Correspondant de Nancy)

BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ...

JOURNEE CHAUDE

A l'occasion de la journée de l'Afrique, le nouveau ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson a clairement donné les futures orientations de la diplomatie française.
Une diplomatie anti-raciste, accompagnée d'un appel généreux de l'attachement aux grands principes de l'humanité. Le Tiers-Monde est bien reparti. Les représentants du Tiers-Monde en France, les immigrés ont aussi eu droit à un salut et à un engagement : « *leurs droits sont acquis* » a tenu à préciser M. Cheysson.

Dans l'espoir que cet appel sera étendu à tous les peuples du monde et en particulier au peuple palestinien, qui n'en doutons pas, sera le véritable test des intentions du nouveau régime et que la chaleur qui a entamé les entretiens avec les représentants de l'Afrique en lutte, ne disparaîtra pas dans d'autres horizons.

EQUATEUR

M. Jaime Roldos, le président équatorien est mort le 24 mai dernier dans un accident d'avion. C'est drôle, mais on n'arrive pas trop à croire à l'information qui est tombée sur les télex. Un président qui tombe du ciel, dans un vulgaire accident d'avion. Il gouverne son pays d'une manière démocratique dit-on, ce n'est pas une dictature. Il a été régulièrement élu en août 79. Mais on parle quand-même de possibilités d'attentats, surtout que le pays traverse une situation économique assez désastreuse.

N'DJAMENA

N'Djaména a connu une journée chargée le 25 mai. Un sommet réunissait les présidents Siaka Stevens (Sierra Leone), président en exercice de l'OUA, Shehn Shagari (Nigéria), Goukani Oueddei (Tchad) et le chef de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi.

Ce dernier s'est payé un bain de foule dans la ville, tout en s'engageant à faire quitter le pays à ses troupes dès qu'une force africaine neutre s'y sera installée.

La force neutre mettra du temps à être organisée, c'est autant de temps gagné pour la Libye. Le débat sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se poursuit, le débat ne fait que commencer ...

Lettre ouverte à tous les signataires épris de justice

A l'Irlande en deuil
A Belfast en deuil

Madame Thatcher,

Si vous ne reconnaissez pas le droit de statut politique aux prisonniers Irlandais catholiques, pour moi, enseignante laïque en France, je ne pourrai vous placer dans l'histoire, que sous la face d'un bourreau.

Seriez-vous un sosie, ou une seconde Elisabeth 1er, soutenant avec ardeur le protestantisme et la colonisation ?

Etes-vous en passe de devenir aussi tristement célèbre que celle-ci au XVI[e] siècle, dans notre XX[e] siècle, presque XXI[e], siècle soi-disant de progrès ?

Madame, vous représentez une Angleterre Moyenâgeuse, une Angleterre de violence et d'intolérance.

Je ne puis en appeler à votre Souveraine, car hélas, il n'en servirait de rien, puisqu'elle n'a pas jusqu'à ce jour élevé un son pour un peuple qui se bat pour sa liberté.

En mon nom, et au nom de tous ceux qui se réclament de l'« humanisme » et de la « liberté des peuples », au nom de tous ceux qui veulent encore et toujours exister et vivre leur identité dans la dignité qui leur appartient, Madame Thatcher, l'acte d'avoir laissé mourir Bobby Sands, Francis Hugues après 65 Jours et 59 jours de Souffrance et d'agonie et bientôt un troisième, un quatrième martyr, relève du code pénal international, celui des droits de l'homme, punissant le sectarisme, le manque d'humanité, de générosité et la cruauté féodale.

- Ces hommes, au nom d'idées justes, celles de la liberté pour leur pays, ont choisi de donner leur vie en mourant de faim pour défendre la cause de leur communauté, opprimée par la votre, ou plutôt par votre politique personnelle hautaine et intransigeante.

- Comme vous, « Chef d'Etat », pouvez-vous, vous permettre de les laisser se battre pacifiquement jusqu'à la mort par la faim ?

- Votre conscience, Madame Thatcher, vous laisse-t-elle un moment de repos ? Seriez-vous capable de mourir pour ces mêmes buts ?

Craignez-vous qu'en leur accordant un statut politique, celui-ci ne leur donne raison contre vous, et que le peuple anglais ne vous désavoue ?

- Avez-vous à ce point dans votre pays, le droit de vie et de mort ?

- Vos concitoyens seraient-ils vos complices dans ces crimes ou sont-ils à ce point bernés, honteusement trompés et intoxiqués par votre politique féodale, et colonialiste ?

Je me refuse et d'autres avec moi, à y croire, parce que tout le peuple anglais n'appartient pas à votre caste. N'étant pas croyante, je ne puis dire qu'un Dieu protestant ou Catholique vous jugera. Vous ne serez jugée en ce bas monde que par des hommes de bonne volonté, épris de justice et de bonne volonté.

Connaissez-vous, Madame Thatcher, la loi « *Assistance à personne en danger de mort* » ?

Certainement non, puisque vous ne l'avez pas appliquée et que vous vous y refusez encore en vous apprêtant à laisser mourir d'autres prisonniers politiques, sans remords apparents.

- Madame Thatcher, vous êtes responsable devant les catholiques et les protestants du « *Royaume-Uni* », devant votre pays, des affontements pouvant découler de votre politique inhumaine.

Vous portez, avec la mort de Bobby Sands, de Francis Hughes et de bien d'autres encore, opposants à votre régime et votre « *volonté de fer* », une lourde responsabilité face à l'humanité et aux droits de l'homme.

Les enfants Irlandais se lèvent, non point pour aller à l'école, mais pour vous combattre, vous et votre régime. Combien d'Irlandais vont-ils se lever pour gagner leur indépendance, leur liberté ?

- Souvenez-vous de l'histoire anglaise, ne continuez pas à l'entâcher de sang. vous ne feriez que perpétuer d'autres crimes et susciter des combats justes dans le monde.

lorsqu'il y a des martyrs, d'autres se lèvent : un peuple se lève et écrase l'oppresseur : il renaît.

-Madame, démettez-vous de vos fonctions. C'est la seule issue et ce sera un nouvel avenir pour votre pays et pour le peuple Irlandais.

Anne Castagnède
Institutrice - France

BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ...

TUNISIE :
Bizarre !

L'annonce que les Etats-unis sont attachés à « *la sécurité et à l'intégration territoriale de la Tunisie* » a surpris beaucoup de monde, car elle intervient quelques jours après l'élection de F. Mitterrand à la présidence de la république française.

Pourtant, la Tunisie y compte un certain nombre d'amitiés, malgré les différences d'orientations : Gaston Defferre, Maurice Favre et Mendès-France lui-même considère comme un des meilleurs amis de ce pays

En attendant, la Tunisie se démocratise et en même temps, elle continue de s'armer. Les crédits américains passent de 15 à 95 millions de dollars avec un taux d'intérêt préférentiel.

Bizarre ! Vous avez dit bizarre !

ALGERIE :
L'opium et le bâton (suite)

Du débat d'idées, on en est passé aux mains. Les étudiants de l'Université d'Annaba se seraient divisés en deux camps : les nationalistes « baâsistes » ou intégristes musulmans et les autres. On a toujours tendance à les opposer entre traditionnalistes et modernistes. Il est clair que le formidable débat d'idées qui secoue l'Algérie n'est pas terminé pour autant, et qu'il y aura des tentatives pour régler les contradictions à « *coups de bâtons* ».

Dix-neuf étudiants ont été exclus de l'Université. On ne précise pas leurs orientations politiques.

Certains témoignages assurent qu'ils sont de gauche et que les intégristes n'ont pas été inquiétés. Celà ne ressort pas du discours du président de la République, qui a attaqué lui la semaine dernière, dans un discours, ceux qui confondent religion et politique.

Les intégristes continuent eux à créer des « *mosquées sauvages* » dans les facultés et même certains lycées.

A Béjaia, il y a en petite manifestation de lycéens, qui a rencontré l'appui des « *voyous* » (?). Certains slogans sur la vie chère ont été lancés.

Libérez Steve Thompson ! Maintenant

Steve Thompson est un jamaïcain de 25 ans, victime de l'oppression et de l'acharnement raciste du gouvernement britannique qui le traite en bouc-émisaire ainsi que des centaines de jeunes antillais qui ont commis le crime d'être noirs et rastas.

Il est temps de s'intéresser à Steve et de le libérer maintenant, avant qu'il ne devienne vraiment une victime inanimée et morte dans l'hôpital psychiatrique Rampton, très connu en Grande-Bretagne, pour ses traitements abusifs envers ses patients, administrés par un personnel non qualifié.

En 1973, Steve Thompson est condamné à 5 ans de prison pour vol. Il a été relâché sur parole en 1976. Mais au bout d'un mois, on l'a accusé d'un vol qu'il nie avoir commis. Depuis lors, il est entré à la prison Gartree. Il n'a pu sortir de Rampton Hospital, la première fois, qu'avec le soutien de frères et de soeurs du comité Steve Thompson de Birmingham et de Londres, qui ont organisé un piquet de protestation devant Rampton, le 26 janvier 1980. Pourquoi Steve est-il allée à Rampton une première fois ? Tout simplement parce qu'il a protesté contre le fait qu'on lui ait coupé les locks (ses cheveux) contre sa religion, son mode de vie, sa volonté et celle de ses parents. Nul doute que Steve ait reçu un « *traitement de choc* » au cours de son premier passage à Rampton. Sa personnalité avait changé au moral comme au physique. Il parlait lentement et ses membres avaient changé nus raides. A la demande de sa famille, personne à Rampton, n'a été capable de fournir des explications cohérentes au sujet des médicaments donnés à Steve et de l'identité des individus responsables de son « *traitement* ».

Mais les bourreaux de Gartree ont une fois de plus jeté Steve dans le piège à cobayes que représente Rampton, en cadeau de Noël. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'au lieu de libérer Steve pour Noël, comme promis à ses parents, l'administration pénitentiaire a préféré continuer son chantage !

Steve Thompson doit sortir de Rampton et de Gartree !

Soutenons sTeve et les autres prisonniers de l'hôpital psychiatrique Rampton à Leicester, en Grande-Bretagne :

Signons une pétition massive !

Soutien et contact : Tél. 874 41 56
(le jeudi dès 19 heures)

TEMOIGNAGE

Après Brixton

Du vendredi 10 avril au dimanche 12 au soir, la communauté entière de Brixton (mais plus spécialement les noirs et les jeunes blancs) se sont révoltés de façon héroïque contre les violentes attaques racistes de la police.

On a parlé de surprise lors de cette révolte mais je ne pense pas qu'on puisse utiliser ce terme, car il fallait s'y attendre. Pour moi qui visite souvent le ghetto noir de Londres, je savais qu'un jour ou l'autre, mes frères ne pourraient plus supporter cette « *pression* » que leur impose l'appareil policier anglais.

D'une manière plus générale, la colère a éclaté du fait de la violence raciste et fasciste, de l'exploitation, de l'appauvrissement inéluctable que subissent nos frères de Londres. Faut-il rappeler qu'en janvier dernier, lors d'une party d'anniversaire à New Cross, 13 jeunes noirs sont morts brûlés dans une maison après qu'une bombe incendiaire ait été lancée du dehors à travers la fenêtre de la pièce où des jeunes noirs s'amusaient ? Aucune arrestation n'a suivi ce crime malgré les témoignages précis de certains voisins qui ont vu un homme blanc lancer quelque chose puis s'en aller dans une voiture que l'on a pourtant repérée. L'« *enquête* » (si on peut se permettre de dire qu'il y'en a une) est au point mort et les policiers déterminés à faire supporter la charge de ce meurtre aux noirs mêmes (usage de marijuana, règlement de compte entre amoureux ..., autant de fausses pistes).

Opération coup de poing

En outre et comme cause plus immédiate de la révolte de Brixton, il faut noter que pendant la semaine qui a précédé, l'équivalent d'une « *opération coup de poing* » (« *swamp 81* ») avait été organisé par la police anglaise : des centaines de policiers en civil et en uniformes défilaient dans les rues de Brixton, arrêtant, fouillant et harrassant la population sous prétexte d'une campagne contre le vol.

Le vendredi 10 avril, en début de soirée, les combats ont commencé entre une centaine de jeunes noirs et la police à cause d'un frère blessé que les policiers interrogeaient sur l'origine de sa blessure ...etc, sans se soucier de tout le sang que perdait celui-là. De plus en plus de gens se sont rassemblés réclamant que le frère soit conduit à l'hôpital. comme toute réponse à cette demande, les policiers ont fait venir du renfort. La colère des jeunes s'est faite de plus en plus vive, surtout qu'ils se souvenaient que 18 mois plus tôt, Michael Ferreira mourrait à cause de l'attitude similaire de policiers.

Alors, en ce vendredi 10 avril, il ne restait qu'une chose à faire : sauver ce frère des mains des flics. C'est ce qu'ont d'ailleurs fait les noirs : après avoir forcé la camionnette de police, ils ont embarqué le blessé dans un taxi et l'ont conduit à l'hôpital.

Comme il fallait s'y attendre, le lendemain les policiers sont revenus en force et, dans un esprit de revanche, ils arrêtaient n'importe qui se trouvait dans la même rue vendredi. Et c'est là que les choses ont pris une tournure très grave. J'avoue n'avoir jamais vu des gens aussi aigus, déterminés, et combattifs. Ils se servaient de tout ce qu'ils avaient sous la main : tas de briques, bouteilles, barres de fer, etc ... Les plus organisés, lançaient des cocktails molotovs. Des bus et des voitures servaient de barricades. Les policiers, malgré leurs boucliers ont dû s'enfuir en courant laissant certaines de leurs camionnettes enflammées.

Le lendemain dimanche, des deux côtés, on était venu plus organisés et plus nombreux. Côté « *masses* », on se servait des briques des immeubles et magasins ravagés par le feu la veille. Côté « *flics* » on comptait sur le nombre de renfort, chiens policiers compris. Mais les gens de Brixton se sont montrés plus forts, interdisant l'entrée du quartier chaud aux policiers et aux pompiers grâce à des barrages. *Bilan :* 189 policiers blessés, des centaines d'arrestations (arbitraires pour la plupart).

Au lendemain de cette révolte, le gouvernement anglais et les Hauts représentants de la police ont tenté de faire croire qu'il s'était agi d'une « *émeute raciale* », organisée par des outsiders » ... Mais aucune de ces théories ne peut être appliquée aux évènements de Brixton. Les faits ont prouvé que les combats n'ont pas eu lieu entre blancs contre noirs ou inversement, et les seuls « *outsiders* » ont été les renforts policiers qu'on a fait venir sur place. Au contraire, il s'agissait d'une révolte généralisée contre la police et les grands propriétaires locaux (voir les seuls établissements détruits -sans commentaires).

Comme fausse interprétation conduit à faux remède, les autorités londoniennes, ont décidé de renforcer la surveillance policière de Brixton. Un haut fonctionnaire de police « *Sir Mc Nee* » a déclaré qu'il n'y aurait aucun « *quartier interdit* » aux policiers à Londres. Mme Thatcher pense quant à elle que toute « *cette violence est criminelle et fondamentalement mauvaise* » et que « *rien ne la justifiait* ».

Dommage

Dommage. Ils n'ont même pas la clairvoyance minima pour tirer les leçons de tels évènements. Au contraire, ils maintiennent et renforcent le même système qui a conduit à la révolte du 10—12 avril.

Que reste-t-il aux noirs comme moyens d'action si ce n'est la violence lorsqu'ils entendent de telles interprétations, de telles résolutions. Que peuvent-ils faire quand chaque soir, la seule peur qu'on a dans la rue, c'est de se faire arrêter par les policiers, se faire traiter de « *funcking nigger* » par des officiers qui sont censés veiller à la sécurité de tous. Au moins 60 % (sans exagération) des jeunes noirs ont vécu une telle expérience et tous rêvent du jour où ils pourront s'accrocher un « *babylone* » (un flic) et le tabasser impunément.

d'autres émeutes sont à craindre. Notamment à propos du massacre de New Cross auquel j'ai fait allusion plus haut, car la « *Coroner Cort* » qui est chargée de l'enquête semble décidée à tout faire pour cacher l'origine raciste de cette incendie qui a fait 13 morts. J'ai assisté à une semaine d'investigations sur ce problème à cette haute Cour et je peux affirmer que l'indifférence, sinon le racisme et la complicité se lisait sur les visages de tout le personnel juridique et policier. Pendant ce temps, dehors, à l'entrée du tribunal, les manifestants criaient « *blood a go run if justice nah come* » ! (Le sang coulera si justice n'est pas faite). Le temps nous le dira.

Harry Durimel

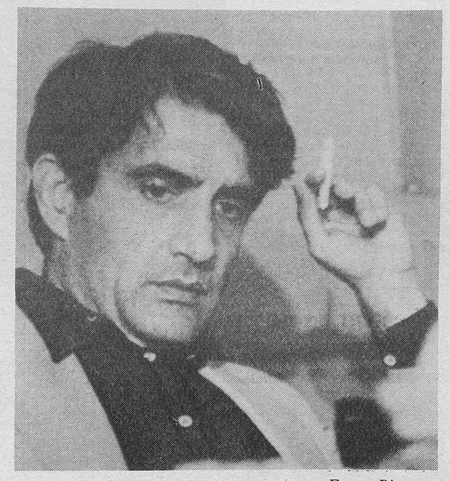
INTERVIEW

ITALIE : Des otages pour un Etat

Avec Franco Piperno

Franco Piperno a été l'un des leaders de « Potere operaio » (pouvoir ouvrier), organisation dissoute en 1974. Il s'est battu pendant des années avec ses amis de l'autonomie italienne contre la corruption et la dégradation du pouvoir italien. Accusé d'insurrection contre l'état dans le cadre de l'enquête sur la séquestration et l'homicide d'Aldo Moro, il a été arrêté en août 79 à Paris et extradé de France, non pour ces motifs d'inculpation, car il n'y avait aucune preuve valable pour l'extradition, mais sous 45 autres chefs d'inculpation complètement fantaisistes. En Italie, les juges l'ont absous de la séquestration et de l'homicide de Moro ; sur les 45 autres motifs d'inculpation, ils ne se sont pas prononcés. Nous avons rencontré Franco, une fin d'après-midi pluvieuse du mois de mai à Paris où il vit maintenant. Il nous a parlé pendant plusieurs heures.

Et il est , pour très longtemps, notre ami.



Franco Piperno

SF : *Franco, peux-tu nous raconter ce qui s'est passé après ton extradition de France ?*

FP : Je crois que je ne retournerai pas de si tôt en Italie, je suis condamné à l'exil ; la première fois que les juges italiens ont demandé l'extradition, pour insurrection, les juges français l'ont refusée, le même après-midi, ils l'ont .demandée pour 47 délits entre autres homicides de 7 ou 8 personnes et aussi entrave à la circulation ; en Italie, je suis resté 8 mois en prison, et à la fin les juges m'ont absous, pendant l'instruction du procès, de l'enlèvement et de l'homicide de Moro. Puis ils ont décidé que pous les 45 autres motifs d'inculpation, ils ne pouvaient pas se prononcer, ils ne pouvaient dire ni oui ni non.

Chez nous, le chef d'accusation d'insurrection est dangereux, car on risque « *l'ergastolo* » (1) et peu importe si l'insurrection tu l'as faite ou non, pour la loi italienne, il suffit que tu aies essayé, et essayer, ça peut vouloir dire aussi que tu as écrit sur l'insurrection, et tu sais qu'il est normal, dans la tradition révolutionnaire, d'y avoir pensé au moins une fois dans sa vie. Selon moi, je n'aurais pas eu « *l'ergastolo* », seulement il y avait un petit doute. Normalement, on n'applique pas cette loi parce qu'elle est très ancienne, très répressive, elle date de la période fasciste, mais nous avons contre nous les communistes, nous avons contre nous tous les partis, alors il est possible qu'ils l'appliquent. Donc les juges m'ont rendu mon passseport et ils ont dit à mon avocat que si dans 45 Jours, je n'avais pas quitté l'Italie, ils m'arrêteraient de nouveau en se référant au temps où je faisais partie de « *potere operaio* » qui était un de ces groupes comme « *lotta continua* », un des groupes extra-parlementaires italiens.

En Italie, je travaille à l'Université, mais je suis actuellement suspendu, ce qui veut dire qu'on me donne le 10e de mon salaire, ça fait à peu près 10 000 Lires, soit 500 F, et ça dure depuis le 7 avril 79. J'ai donc été obligé de m'exiler parce que je n'ai pas de travail dans mon pays, par contre, j'ai un travail aux Etats-Unis, un travail qu'on m'a offert avant le 7 avril et qu'on m'a gardé. Je n'ai pas d'enfants, mais de nombreux chiens, et j'ai même un loup, un vrai, un loup calabrais.

SF : *Parle-nous des prisons italiennes.*

FP : J'ai été dans les prisons spéciales et je peux te dire que c'est bien pire que la Santé ; la Santé, c'est un vieil édifice, humide terrible, pourtant, tout le monde se connaît ; dans la cour de la première division, on était 70, 80, alors tu pouvais parler avec beaucoup de gens, certains étaient là pour la drogue, des autonomes à cause de la loi anti-casseurs, il y'avait des vieux truands français, intéressants, marrants, marseillais, des gens de l'O.A.S., c'était une humanité complexe ; au contraire, dans les prisons spéciales italiennes, on était trois, moi, Lanfranco Pace, et un autre de nos amis de « *potere operaio* » et on est resté comme ça pendant 4 mois. On pouvait se voir 4 heures par jour et le reste du temps, on était dans des cellules isolées ; les prisons spéciales italiennes sont comme des cliniques et puis, étant donné le caractère italien, ces cliniques sont un peu si tu veux, « *lourdaudes* ». La loi y donne au directeur des pouvoirs plus étendus qu'à la Santé ; à la Santé, tu entres en cellule et là, tu as le règlement, et ce règlement est plus ou moins respecté ; en Italie, le règlement des prisons spéciales est secret, tu ne sais pas si tu as le droit d'avoir du vin, si tu peux jouer de la flûte ou non, tout est réglé par ton rapport privé avec le directeur.

SF : *Comme partout en Italie ...*

FP : Comme partout en Italie ; lorsque j'étais à la Santé, un peu à l'époque de Mesrine, on parlait de ses évasions, parmi les détenus. Mesrine était comme une sorte de héros, et avait en France, en ce temps-là, comme une fonction de substitution à un syndicat des détenus qui n'existait pas ; par exemple, les brigades rouges en Italie ont dans les prisons cette figure d'un syndicat des détenus ; autour des B.R. en Italie, il y a toujours une atmosphère comme pour Mesrine parce que chaque fois que la violence s'érige contre le pouvoir, toutes les personnes qui se sentent frustrées s'identifient dans la violence , d'après moi, il y avait à l'époque de Moro de la sympathie populaire pour les B.R. parce qu'ils avaient attaqué le pouvoir au niveau le plus haut ;

SF : *Les B.R. ont leurs origines dans les milieux ouvriers, étudiants, marginaux ?*

FP : Les B.R. ont maintenant une longue histoire, et donc ils ont changé. Au début, c'était un groupe d'étudiants de l'université de Trente, parmi eux, beaucoup de catholiques, beaucoup aussi qui venaient du parti communiste. Les brigadistes naissent en Italie en 1969, mais les rapports initiaux des brigadistes avec les autres groupes extra-parlementaires sont mauvais parce que les brigadistes sont très marxistes léninistes très sectaires, très fermés ;

La situation économique

SF : *Et la situation économique de l'Italie ?*

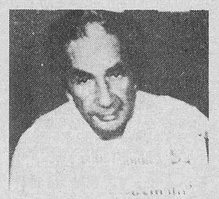
FP : On a un pays qui du point de vue économique se tient bien, l'année dernière, la croissance de l'Italie a été plus forte que celle de l'Allemagne ; en Italie, tu as souvent le phénomène du double ou triple travail, il y a autant de chômage qu'en France pourtant je crois que dans les villes du nord, les jeunes travaillent tous à mi-temps, travail que vous appelez intérimaire ; les entreprises d'état sont en faillite, ainsi que les grands « *holdings* » privés, celles qui marchent, ce sont les petites entreprises, souvent en situation illégale.

SF : *Il me semble que toute l'Italie est en situation illégale ?*

FP : C'est vrai, ici, même le pouvoir est en situation illégale et respecte ses propres lois, tu comprends, c'est une folie, c'est un « *feed back* », comme ça, négatif, alors tu as une situation ... le pouvoir a toujours été corrompu, dans n'importe quel pays, la définition du pouvoir, d'une certaine manière, c'est d'être corrompu, seulement en Italie, il est corrompu ET impuissant, voilà la particularité de la situation italienne ; les politiciens n'agissent que dans la limite de ce qui regarde leurs intérêts directs. Le terrorisme italien a des aspects idéologiques, mais je crois que dans ses racines, la cause est sociale. Tu sais en Italie, il y a 3000 détenus politiques, après l'U.R.S.S., c'est le pays où il y en a le plus ... ils ont pris tant de gens ... mais à peine ils en prennent, qu'il y en a de nouveaux qui arrivent ... 3000 Jeunes, ça veut dire aussi les parents, les amis, et tu sais au fond de la situation italienne tellement corrompue, ils sont d'une certaine manière les gens les plus purs, les plus moraux, les plus honnêtes.

Je pense que le terrorisme est une réponse suicidaire à un problème réel ; je ne pense pas que le terrorisme vienne de la C.I.A. et du K.G.B., qu'il vienne de l'extérieur. Jamais le terrorisme n'a été aussi fort en Italie qu'en ce moment les B.R. sont la seule manifestation politique de l'opposition. L'ancien mouvement extra-parlementaire, l'autonomie, c'est fini, parce que l'autonomie, c'est ouvert, ce n'est pas une association secrète ; après le 7 avril, il y a eu beaucoup de gens emprisonnés, il n'est même pas possible de distribuer un tract, non, je pense vraiment qu'en Italie, pour comprendre l'élargissement du terrorisme, avant tout, tu dois comprendre le pouvoir italien ; il est complètement corporatisé, et la tragédie de l'Italie, c'est que dans cette corporatisation est entré le Parti Communiste ;

Suite page 15 ...



Aldo Moro

... *Suite de la page 14*

SF : *Est-ce que pendant ces 10 années les B.R. ont joué, à ton avis, un rôle positif ?*

FP : Je pense que quelquefois, les B.R. font des choses positives, voire populaires. Je pense par exemple à l'usine de la Fiat où tu avais un mécanisme moléculaire de répression, les petits chefs qui regardent si tu travailles ou non. Les B.R. ont fait une oeuvre d'intimidation contre les petits chefs qui augmentent le rythme du travail. Ils étaient très populaires parmi les ouvriers que les syndicats n'étaient pas prêts à protéger vraiment. Après, ils se sont confrontés à l'Etat, et ça, c'est complètement autre chose.

SF : *C'est négatif ?*

FP : Oui, parce que si tu veux une confrontation avec l'Etat, tu dois être un contre-Etat, si tu veux faire quelque chose de militaire contre l'état, tu dois t'organiser toi-même comme un petit état ; je pense que le problème pour nous, c'est de détruire l'état ; c'est ça le problème des minorités ; et je crois que si tu veux lutter vraiment contre le terrorisme, ce n'est pas comme le fait le pouvoir, tu dois élargir les distances entre l'idéologie des B.R. et les racines sociales qui alimentent le recrutement des B.R. Je pense qu'il n'est pas possible de résoudre le problème du terrorisme, il est possible seulement de le dissoudre , avec une forme de terrorisme aussi diffuse qu'en Italie, au-delà du seuil critique, il n'est pas possible de retourner en arrière, sauf avec la solution militaire naturellement, mais la solution militaire ... et le problème de récupérer tous ces jeunes qui sont en prison ... il n'est pas possible en Italie de faire une amnistie en sa forme, bon, le jeu est fini, vous êtes libres, parce que le lendemain ils recommenceront, la chose n'est possible que si le pouvoir reconnaît qu'il est à l'origine du terrorisme, et qu'il change quelque chose, peut-être même symboliquement au commencement ; si tu veux lutter contre le terrorisme, tu dois récupérer ces jeunes et après empêcher le recrutement.

SF : *Ce sera très difficile.*

FP : OUi, très difficile, et je crains que ça ne coûte encore beaucoup de morts.

SF : *Et l'affaire d'Urso ?*

FP : Je crois que ça a créé beaucoup de sympathie pour les B.R., tu comprends, le terrorisme, avec l'affaire Moro, a donné de lui une image de mort ; tu peux être contre le pouvoir, mais une image de mort n'est pas une image d'espoir. Je crois que maintenant, la ligne a un peu changé. Les anciens leaders sont tous en prison, et les nouveaux sont très jeunes, très liés avec les problèmes vrais des gens, et tu vois, à Naples, c'est une brigade de nouvelle constitution et ils ont fait immédiatement une chose sociale ; je ne sais pas comment l'histoire va finir, mais je sais que cette possibilité de lier les B.R. au problème social est la clef pour récupérer les B.R. pour nous, pour mes amis de l'autonomie, le problème c'est de faire fonctionner une lutte sans terrorisme, mais une lutte qui soit payante.

Le scandale !

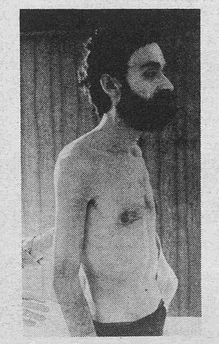
SF : *Et cet énorme scandale de la loge maçonnique ?*

La loge secrète de la maconnerie est secrète même par rapport a la maçonnerie officielle qui est déjà elle-même secrète ;

FP : Il y a même 32 généraux des carabiniers impliqués dans cette affaire, et parmi eux, le chef de l'anti-terrorisme, le général Dalla Chiesa,

Generale Dalla Chiesa

il y a 4 ministres des partis les plus divers, il y a un très haut magistrat, etc ... et ça te donne une idée du grade d'illégalité que le pouvoir a atteint en Italie par rapport à ses propres lois ; au delà des mécanismes formels, légaux existent des mécanismes informels, complètement illégaux ; ce sont ces mécanismes qui sont à l'origine de la majorité des délits, des délits sociaux. Un de ceux qui ont appartenu à cette loge est Pecorelli qui a été assassiné parce qu'à un certain point il avait l'intention de révéler quelques secrets. l'Italie en ce moment est tellement corrompue que la prison est devenue un mode de gouvernement. La prison est devenue comme un instrument normal de gouvernement ; ce n'est pas seulement qu'ils ont mis tous les nôtres en prison, avec des accusations auxquelles ils ont renoncé par la suite pour en retrouver d'autres, mais même entre eux, quelquefois, ils se mettent des batons dans les roues. Alors tu comprends combien il est ridicule, combien il est peu crédible que le parlement décide de faire une commission parlementaire d'enquête ; dans cette commission, il y a les mêmes personnages que ceux qui sont impliqués dans l'affaire. De ce point de vue, l'Italie est certainement le pays d'Europe le plus pourri.

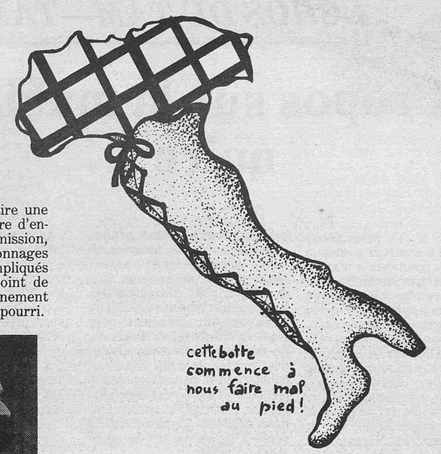


Oreste Scalzone.
32 kg :
dès sa libération de prison

SF : *Que sont devenus tes amis emprisonnés ?*

FP : Alors la situation de mes amis, du moins les plus connus : **Oreste (Scalzone)** a été libéré pour raisons de santé, il avait une disfonction rénale et des problèmes de métabolisme, c'est en grande partie d'origine nerveuse, tu sais il était dans cette prison terrible de Termini Imerese pendant trois mois. Après une protestation quasiment unanime. Il pesait 32 kgs il était pratiquement mourant. On a de nouveau lancé un mandat d'arrêt contre lui, alors il s'est tiré et il a bien fait. Je sais qu'il est maintenant à l'étranger, mais malheureusement, d'après les nouvelles indirectes qu'on m'a données, je ne crois pas que pour l'instant, sa santé soit meilleure ;

Toni Negri



L'histoire de **Toni (Negri)** est complètement différente, on l'a déplacé sans arrêt d'une prison spéciale à une autre, il était à Trani pendant la révolte des brigadistes ; Toni a reçu un nouveau mandat d'arrêt pour avoir assassiné le général Galvanigi, alors qu'il était en prison quand ça s'est passé, et pour avoir enlevé Urso !! Le mandat d'arrêt lui sera certainement retiré ces jours-ci mais c'est pour te dire quel est le mécanisme ... ils confondent brigadistes et autonomes ... et ils attribuent plus de choses aux autonomes qu'aux brigadistes ; au point où en sont les choses, les juges savent bien que brigadistes et autonomes ce n'est pas la même chose, mais d'un point de vie politique, surtout pour les juges communistes, c'est beaucoup plus important de punir l'autonomie que les brigadistes, parce que c'est une lutte très spécialisée mais l'autonomie représente un danger politique réel parce qu'ils travaillent au milieu des gens et donc détruire Toni, le détruire surtout en tant que figure politique, plus que physiquement, pour eux, c'est le vrai résultat de cette action politique.

Propos recueillis par

Anne Moriquand et Jibé

(1) Ergastolo : en Italie, où la peine de mort n'existe pas, la peine maximale ou « ergastolo » est l'emprisonnement à vie.

Appel pour une amnistie

Face à une spirale répressive, qui nourrit le terrorisme et se nourrit de lui -un terrorisme dont nous désapprouvons totalement les interventions dans le contexte italien actuel-, il s'agit d'ouvrir la voie à une désescalade qui mette un terme à ce processus.

Dans cette perspective, nous proposons :

1. D'appeler à la formation d'une **Commission internationale d'enquête,** *qui se donnera pour tâche d'analyser la dégradation générale des garanties individuelles et collectives, dans les institutions judiciaires et pénitentiaires italiennes ; et en particulier, d'ouvrir le dossier des inculpés du 7 avril 1979, devenus les véritables otages d'une opération de mutation dans le régime politique en Italie.*

2. De demander au moins, et dès maintenant, **la mise en liberté provisoire** *des incarcérés du 7 avril, de ceux qui ont subi les effets du même mécanisme d'amalgame. Et cela, sans attendre l'ouverture, sans cesse retardée, de leur procès, qui risque de se dérouler dans des conditions aussi aberrantes que son instruction, si l'on se réfère aux normes d'un Etat de droit.*

3. D'orienter l'opinion publique, italienne et internationale, vers une solution qui arrête la course aux extrêmes, en allant jusqu'à proposer **la mise en discussion d'une amnistie générale des détenus politiques.**

Appel lancé à l'initiative du CINEL et divers Comités de solidarité avec les prisonniers politiques en Italie.

ECHOS DU TAM—TAM

Propos sur la musique noire ...

Dans SF n° 23, nous avons commencé à analyser pourquoi la presse « branchée » n'avait rien compris et continue à ne rien comprendre à la musique noire, sans approfondir cette idée, nous vous donnons cette semaine quelques éléments d'information sur la musique noire, avant une enquête plus approfondie. Actuellement, l'attention est focalisée sur l'Afrique noire (cf interview Manu Dibango SF n°17) et surtout sur le Nigéria où l'afro-beat de Fela est déjà dépassé, où tous les grands musiciens noirs américains vont régulièrement puiser dans leurs racines un peu de force et d'originalité, de Stevie Wonder à MIlly Jackson en passant par Roy Ayers et tant d'autres, où des nigérians vous chient des partitions pour 40 Musiciens et où la conscience panafricaine et noire est des plus fortes. Le Nigéria est un modèle délirant à suivre, où la seule alternative est la réussite ou l'échec.

Pour une indépendance ...

Samedi 23, 19heures, dans les salons de réception du Concorde-Lafayette au premier étage, la fête de l'indépendance du Cameroun commence. Avec seulement une heure de retard ... Entrées sur invitations, cos-t tards, robes de soirée et tout et tout. Un futur sous-fonctionnaire, jeune cadre tropicalement dynamique, entassait lesdites invitations à l'entrée. Réflexion à un copain qui n'avait pas son invitation : « *On ne va quand même pas faire entrer tous les camerounais* » !! En plus, il était sérieux le gonze. Motif : le copain en question, lui avait piqué une femme -ah, plaisirs de la chair, quand vous nous échappez !- Y'avait un orchestre (pas mal) pour animer, sauf que le batteur et le percussionniste étaient blancs. C'est pas que je sois anti-blanc, mais comprenez, y'a une pleiade de batteurs et de percussionnistes camerounais, voir noirs à Paris, de telle sorte que pour la fête de l'indépendance d'un pays africain, on trouve de quoi faire ! C'est ce qu'on appelle les séquelles de la néo-colonisation. Tout cela grâce aux bons soins d'un certain **Michaël qui n'a de commun** avec **Cimmino** que le prénom et les portes ; ce Michaël là, son scénario favori, c'est « *magouille's gates* » : il en connait un rayon question d'entuber les frères (les témoignages se bousculent dans ma tête). **Bovick** un peu seul, traînait son étonnement dans la foule, **Jacky Ndumbe** dont le 33 t sort cette semaine -je vous le conseille, ne serait-ce que pour un morceau qui s'appelle « *longuè* »* était venu prendre l'air du temps ; **Kethy,** une copine danseuse au Paradis Latin, qui est toujours aussi superbe m'a invité à danser un makossa. Mais l'attraction de la soirée fut sans conteste, **Vicky Edimo,** le déjà légendaire et fameux bassiste camerounais : nous y reviendrons.

La soirée s'est terminée à 23H30 avec seulement une heure trente de retard sur l'horaire prévu : heureusement qu'il y avait le champagne ... jusqu'à 21h30 seulement. Enfin !

Dimanche après-midi, le Cirque Barnum, le spectacle de Morosy Yves qui maintenant que la gauche est passée fume à l'antenne, style *j'ai toujours été cool.* Les oeils de *SF ayant* vu pour vous Higelin et sa bande : passons, et Jean le Poulain, plus pouliche que jamais, qui a mis en scène les *Mamelles de Thérésias,* d'après Appolinaire à l'Opéra Comique. Barnum est à voir si vous êtes un inconditionnel de Morosy, ce que je ne vous souhaite pas trop.

... de l'information sur la musique noire ...

Martino, ex-leader de Mbamina groupe congolais en décomposition, répétait au boulevard de la Vilette un spectacle pareil à ceux qu'il faisait à ses débuts avec les **Black echos.** Donc Mbamina est en décomposition et pourtant après un premier 33 tours très prometteur, le groupe avait enchaîné tournée sur tournée et devant leur succès grandissant, ils furent obligés de faire l'acquisition d'un matos de deux tonnes et demi, et signèrent un contrat avec **Decca** pour un 33 qui ne sortit jamais pour cause : **Decca** se décassa la gueule, foutant dans la merde pas mal d'artistes africains entre autres, dont **FEla** et **Manu Dibango.** Première tuile : ensuite, pour amortir leur matos, il leur fallait plus de tournées et des cachets plus élevés, bref un autre engrenage. Moralité : **Mbamina** ne tourne plus et son matos est là qui chôme. Mais **Martino** a plus d'un tour dans sa guitare, *affaire à suivre ...*

Fela qui sera à Paris début juillet, a sorti un autre 33 tours à Lagos, « *Head of State's tumb* » sur la pochette, il y a un cercueil noir avec une tête de mort. Charmant. L'évènement du début de ce mois de juin sera bien sûr la venue de **Little Stevie Wonder**, devenu grand et qui n'a plus ses tresses, au Palais des Sports de la Por-t te de Versailles ; son dernier passage remonte à il y a au moins 7 ans. **Prince** sera au Palace le 3 juin : vous savez il avait fait un tube l'année dernière, « *I wanna be your lover/you turn me on/you turn me on (on the left)* ». Rien qu'à voir ses affiches, veste style sergent's Pepper, image floue l'Hamilton et petit slip noir de corsaire/concert on peut aisément deviner ses penchants : les folles du Palace vont se taper de vieilles funky gaules !

A partir du 26 au Palais des Arts, retour de **BAden Powell** jusqu'au 27 juin. Après l'interview qu'il m'avait accordée (cf *SF n° 4) je l'avais croisé chez* **Guy,** un resto brésilien à la rue Mabillon un soir accompagné de sa femme. Nous avons discuté un chouïa, et sa femme m'avait sympatiquement reproché d'avoir fait un papier un peu trop politique ; ensuite nous avons parlé musique et là c'était vraiment autre chose, parce-que ce qui sort de la guitare de BAden Powell, ça va chercher du côté de ce qui sortait de la lyre d'Orphée.

Dou Kaya, bassiste free bien connu au Dunois entre autre, et qui y accompagna **Akendegue** récemment, prépare un spectacle avec **Eboumbou** pour la chorégraphie et M. **Epanya Eyondo** pour les lyrics. *A suivre ...*

... Un peu moins de désinformation s'i'ou plait

Revenons-en à **Vicky Edimo** de passage à Paris, et qui est en passe de devenir l'un des plus grands bassiste du monde, sans exagérer. Vous pouvez demander à n'importe quel musicien conséquent en France et même ailleurs, qui c'est celui-là même et vous serez fixés. Depuis quelques temps, il est au Nigéria et ce qui se passe à Lagos a l'air de l'emballer un max, plus même que ses cours de musique à la Berkelay school music of Boston.

Le Nigéria est un pays complétement dingue, de 100 millions d'âmes noires comme vous et moi, où la richesse est aussi frappante et flagrante que la pauvreté : c'est vrai qu'on y trouve des « *cadavres* » dans les rues, qu'on peut s'y faire taillader pour un franc, qu'il y a des bidonvilles immondes etc et qu'à l'opposé, il y a des villas à faire pâlir les folies des stars hollywoodiennes. Y'a des grosses huiles là-bas qui ont des flottilles privées de 707 !!! La musique joue un rôle primordial dans ce pays (pensez donc, un marché intérieur de 100 Millions d'habitants branchés sur la musique, ce n'est pas négligeable, on peut se permettre de négliger l'extérieur) et par voie de conséquence, la musique occupe une place appréciable dans les allées (et venues) du pouvoir. Certains businessmen bien thunés * s'offrent des studios 24 pistes avec mémoire, comme vous, vous vous achèteriez une chaîne B.O. dernier cri. La dernière : un « *alhadji* » s'est offert un studio de 48 pistes -de quoi y faire enregistrer un orchestre philamornique sans un pétard- avec l'usine de pressage de disques à côté, comme ça, pour prouver qu'il pouvait le faire, avec son argent de poche. Mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi des écoles pour aveugles, handicapés, centres de soins pour lépreux, et une croissance anarchique de la tentaculaire Lagos. Il ya aussi une chaîne de télé nationale et 19 chaînes locales (une par état). On présente souvent dans la presse occidentale le Nigéria comme un géant aux pieds fragiles : foutaises. D'abord ce n'est pas à n'importe quelles conditions que le Nigéria exporte son pétrole aux USA, il y a même un peu de « hopp high »* là-dessus. Il y a le soutien matériel qu'apporte ce pays aux mouvements noirs d'indépendance de l'Afrique Australe. Il y a que le Naïra, est la seule monnaie africaine qui soit forte d'elle-même et qui puisse être côtée en bourse : mais que voulez-vous, on ne laisse pas une ancienne colonie s'étendre ainsi. Tout ça pour vous dire que si il est vrai qu'on y bat à mort et même qu'on y brûle les voleurs, c'est parceque généralement en Afrique Noire, un voleur arrêté dans un quartier populeux se fait d'abord tabasser à mort -faut pas pousser, il n'a qu'à voler aux riches et dans ce cas il se fera moins tabasser, et ira en taule.

Il y a autre chose qui m'étonne quand même aussi un peu. On parle de « *cadavres* » qui gisent dans les faubourgs de Lagos, mais pour Central Park à New York, on parlera de « *morts* ». Il y a là quelque chose de morbide quelque part. On dit que le Président du Nigéria **El Hadj Shagaru est** assis sur une poudrière et a un pouvoir d'un fragile équilibre dû à l'autonomie et à la puissance de chacun des 19 états du Nigéria. N'empêche le **watergate** a fait tomber le président **Nixon, John F. Kennedy** président des USA fut assassiné ainsi que son frère **Bob Kennedy** alors ministre de la justice, **Reagan** l'actuel président, même pas un mois après son investiture à la Maison Blanche fut victime d'une tentative de meurtre. Mais on ne dira jamais des Etats-Unis « *un géant aux pieds fragiles* ». Pourquoi ce parallèle entre le Nigéria et les USA ? Parce-que ces deux immenses pays bien peuplés (220 Millions d'habitants pour les USA et 100 Millions pour le Nigéria), leaderships de leurs continents, connaissent le même capitalisme sauvage et mortel. Pour en revenir à la musique, la nouvelle solution musicale de cette décennie viendra du Nigéria, car il y a tous les ingrédients sur place pour cela. *A suivre ...* Sinon **Fela** y est vraiment intouchable, et **Vicky Edimo** aussitôt arrivé fut assailli de mille et une propositions musicales. Il nous prépare un 33 tours qui étonnera plus d'une personne. Après un moment d'égarement (avec les **Gibson's brothers)** et une traversée du désert qui dura un an, **Vicky** revient et ça va chercher loin.

Vicky Edimo

Voilà les dernières confidences que j'ai recueillies au fond d'une « *bottro** » de « *Mimbo** ».

En cours de cogitation, pour vous chers lecteurs masos, une grosse enquête sur l'underground musical africain à Paris, avec ses possibilités et ses limites, ses magouilles, ses procès, ses arnaques, ses espoirs et ses déceptions, ses mensonges et ses vérités, son pourquoi et son comment, ses fausses vedettes et ses vrais talents, et ses deux pôles de ghettos, à savoir ceux qui font des disques destinés à n'être vendus qu'au pays et qui ne font jamais de scène en France, ceux qui ne font pas de disques et qui ne font que de la scène genre galères en France ; deux marginalités douteuses. Vous saurez tout cela bientôt ainsi que l'intêret que portent les promotteurs de concerts parisiens au Nigéria et à l'afro-beat, et surtout pourquoi la presse occidentale est toujours à côté de ses pompes s'agissant de musique noire. Soyez sages. *A suivre.*

H.D. Kala Lobe

* « *Longué* » : *la vie*
* « *Thunés* » : *qui ont des $*
* *Alhadji : dignitaire religieux. généralement riche*
* « *hopp high* » : *faire le grand frère à quelqu'un*
* *bottro : bouteille*
* *mimbo : alcool.*

Une avant-première à la Goutte d'Or

Les Chemins vers le Sud de Yohan Van der Keuken

Une première va ête donnée début juin au Quartier La Goutte d'Or à Paris : *Les Chemins vers le Sud*, dernier film du cinéaste hollandais Yohan Van der Keuken.

Johan Van der Keuken est un cinéaste hollandais indépendant. Ses débuts dans le cinéma remontent à 1962. Il est l'auteur d'une quinzaine de courts-métrages et de cinq longs métrages. Son œuvre est généralement classée dans le genre documentaire, ce qui n'est vrai qu'en partie. Car, outre que Keuken introduit régulièrement un champ fictionnel dans la plupart de ses films, il garde toujours une priorité centrale au sujet filmé dans sa dimension véridique et qui n'est pas celle qui s'impose d'apparence dans l'image. L'œuvre maîtresse de Keuken est constituée par le triptyque *Nord-Sud* (Le Nouvel Age glaciaire, la forteresse blanche et Diary). Ces volets qui mènent Keuken d'Amsterdam au Cameroun, au Maroc, au Pérou ou en Espagne mettent en rapport des sociétés différentes dans leurs outils, leur temps, leur espace. Ces éléments (outils, temps, espace) sont secoués, confrontés, retournés et dépouillés de leur *habit* afin d'accéder à leur état premier réel. Bref, c'est le Nord ou l'Occident en face du Sud ou Tiers-Monde qui lui court désespérément derrière.

Les Chemins vers le Sud (le sud en contraste du Nord, l'Occident), déroule, en quatre parties distinctes, Amsterdam, la Goutte d'Or, Florence et Le Caire, une progression « *par la multiplicité des modes de vie* » et autour de l'idée que le *monde est de plus en plus ceinturé par les axes de transport tandis que la démocratisation concerne de moins en moins de gens.* La partie couvrant la Goutte d'Or, à la demande du Centre Culturel de la rue Stephenson, devait être traitée initialement (1979) dans un long métrage et sous forme documentaire. Mais Keuken étant un cinéaste indépendant et l'Association culturelle sans capacités de financement, le projet a, dans un premier temps, buté contre le fric.

L'idée d'un film sur La Goutte d'Or nous est venue suite à une longue pratique dans laquelle nous avons souhaité la réalisation d'un document témoin sur le quartier. Ceci à une période que l'on considérait comme spécifique et transitoire dans la vie du quartier. A la charnière d'une période où le Plan de « *réhabilitation* » du Quartier Nord n'était pas encore entamée, où les C.R.S. sont présents mais ne font pas encore partie du paysage et où les rues de Chartres et Charbonnière constituent encore la vitrine du quartier.

En vérité, l'on avait une telle mesure du quartier, une telle attente et une telle idée de ce travail que l'on pensait sérieusement ne pas le réaliser. Jusqu'à la rencontre avec Keuken personnellement et par le biais de ses films lors d'une projection d'une série de ses courts métrages. Ce fut un écheveau de signifiants que cette suite de portraits qui ont pour titres « *L'enfant aveugle* », « *Velocity* » « *Beauty* », « *La leçon de lecture* »...

Nous lui avons donc fait l'abrupte demande de travailler avec nous sur la Goutte d'Or et couru voir la triptyque *Nord-Sud* dont la vision nous confirme qu'il s'agit bel et bien de notre homme. Ainsi peut se résumer notre rencontre avec Keuken.

La suite est beaucoup plus anodine. N'ayant pu trouver la part de financement qui nous revenait, nous avions repoussé la réalisation du film avec l'assurance que nous donnait Keuken de trouver les moyens et le temps pour le faire. Ainsi, il se passera plus d'un an avant que les choses ne se précisent. La chaîne de T.V. hollandaise V.P.R.O. (chaîne de T.V. assez ouverte qui n'a pas son semblable en France) accepte le financement d'un télé-film en épisodes que présentait Keuken sous forme de reportage devant le mener d'Amsterdam vers le Sud jusqu'au Caire : c'est *Les Chemins vers le Sud.*

Nous avions convenu d'intégrer la Goutte d'Or comme axe dans cette route en comprimant la durée (25 à 30 minutes) mais en conservant l'essentiel du projet.

Le tournage s'efectua en cinq jours seulement et après deux repérages. A l'origine, on devait tourner autour de deux situations : l'une concerne une famille immigrée dont la présence en France couvre trois générations. Elle logeait dans un immeuble vétuste attenant à un autre immeuble qui ouvre sur une rue parallèle et tenu par un proxénète. Des intrigues se sont formées au sujet de l'identification du propriétaire commun des deux immeubles. La disponibilité de la famille nous paraîssait convenir à l'illustration d'un aspect de la vie des quartiers. Cela ne s'est pas fait, car dans l'intermède, tous les locataires de l'immeuble furent expulsés pour insalubrité et l'immeuble était déclaré en état de péril puis ses portes emmurées.

Nous avons donc centré le principal du tournage autour de Ali, celui qui présentait la deuxième situation.

Ali, ancien O.S., est un jeune immigré algérien de 30 ans. Handicapé à 100% du travail suite à un accident de travail à l'usine Simca de Poissy, où il travailla jusqu'en 1970.

Célibataire forcé, il occupait une petite chambre d'hôtel au milieu de la Goutte d'Or et passait l'essentiel de son temps, avec le concours de calmants, à démarcher l'administration des différents services de la sécurité sociale et de la préfecture en vue de l'amélioration de sa maigre pension ou dans l'espoir d'un reclassement. Rien n'égale l'isolement d'Ali autant que cette incessante remontée dans l'administration ou ce qui en fait fonction. On a donc refait l'itinéraire d'Ali en refaisant par exemple le chemin à l'usine, en prenant le train de l'équipe à 5h30 du matin à la gare St-Lazare. En se faisant arrêter aussi sur la passerelle privée de Simca à Poissy. En tournant aussi sans autorisation dans des lieux hantés par Ali comme le Bureau d'Aide Sociale ou la Sécurité Sociale ou la Mairie...

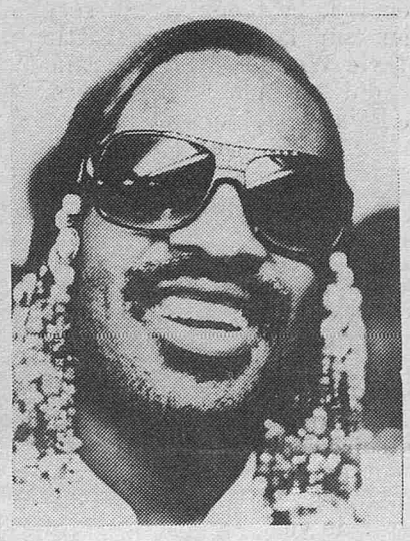
A.G

Le projection du film « *Les Chemins vers le Sud* » se fera en présence de Keuken, les 9 et 10 juin au soir à la Salle St-Bruno, 10 rue St-Luc à la Goutte d'Or. D'autres projections sont prévues.

Akli

Stevie Wonder

Le messager de la soul music



Après sept ans d'absence, Stevie Wonder se produira en France dans le cadre d'une tournée européenne qui a débuté le 6 mai à Rotterdam.

agé de trente ans, Stevie Wonder est considéré comme l'un des plus grands maîtres de la soul music et de la musique en général. De « *Fingertips* », son premier succès, alors qu'il était encore enfant, à « *Hotter than July.* », son dernier album. Stevie Wonder n'a cessé d'engendrer des chefs-d'oeuvres marquant l'histoire musicale de ces vingt dernières années. Sa venue représente un évènement exceptionnel.

Stevie Wonder est né le 13 mai 1950 à Saginaw dans le Michigan, son vrai nom, Stephen Judkins Hardaway était le troisième de six enfants d'une famille qui est allée s'installer plus tard à Détroit. Quoiqu'aveugle depuis sa naissance, Stevie n'a jamais considéré sa cécité comme un handicap.

« *Je faisais tout ce que les gosses de mon âge faisaient,* je jouais à tous leurs jeux, je faisais du vélo, et je grimpais aux arbres ». Son premier contact avec la musique s'est produit lorsque son oncle lui a offert un petit harmonica à six trous ainsi qu'une batterie miniature pour noël. Stevie âgé de 30 ans, et toujours rayonnant d'une énergie sans borne, secouant toujours la tête de droite à gauche, à la fois artiste, auteur, producteur, businessman, il est toujours « **Stevie Wonder** », « **little Stevie Wonder** », « **le génie de douze ans** », une « *légende* ».

Si vous ratez son spectacle du 1 au 12 juin qui se déroulera au Palais des Sports, vous pouvez toujours écouter chez vous, dans votre petit univers feutré, branché sur votre phono, le dernier album « *Hotter than july* », qui est fait à l'intention d'un public élargi. Son but est de faire prendre conscience au public des différentes sortes de musique.

Cette musique, comme son titre le suggère, promet d'injecter une puissante bouffée de chaleur même dans l'hiver le plus froid. Parmi les dix titres de cet album, la plupart sont des chansons au rythme rapide et deux ballades remarquables « *rocket love* » et « *lately* ». Le reste de l'album avance d'une façon dévastatrice, ne laissant pas le temps à l'auditeur de récupérer d'un tube à l'autre, car il n'y a pas une seule chanson faible dans ce disque. Cet album prouve qu'il n'y a aucune limite à son génie créatif.

Bassement Five 1965 - 1980

Cet album est un évènement musical car il marque la naissance de ce qu'on pourrait qualifier de « *reggae* » de « *la deuxième génération* ».

En effet, c'est le produit de la colère et de l'angoisse des jeunes, principalement jamaïcains, des ghettos du style Brixton, qui subissent le racisme, le chômage et qui s'inquiètent devant le monde qu'on leur présente (pollution, guerre, faim, etc ...)

Pour clamer leur révolte, il leur fallait une musique qui tienne compte de leurs racines jamaïcaines mais aussi de l'agressivité d'une telle situation sociale c'est ce qu'a réussi le fondateur de Bas.5 : Dennis Morris, le photographe jamaïcain, spécialisé dans les pochettes de disque, qui a profité de sa connaissance de la nouvelle musique anglaise pour réussir l'amalgame entre le reggae et la violence musicale du « *punk* ».

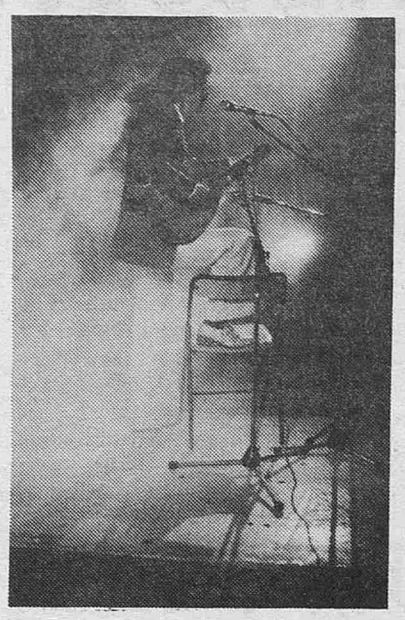
Dès le premier morceau, « *Riot* » on est fixé.

Une sirène de police, secondée par une basse très lourde et une batterie omniprésente où Dennis Morris clame l'inexorabilité d'une explosion de violence dans les ghettos. Sachant que l'album est sorti en décembre en Angleterre, on voit que les évènements lui ont rapidement donné raison. Les neuf morceaux de l'album étant tous de la même trempe, il ne vous reste plus qu'une chose à faire, c'est de courir l'acheter et de l'écouter en suivant les textes qui sont malheureusement écrits sur la pochette intérieure.

Pour ceux qui comme moi accrocheront vraiment à cet album, on peut trouver (malheureusement que dans un seul magasin d'importa(-tion). Un petit album « *Bas 5 in Dub* » qui montre bien l'évolution musicale par rapport au reggae classique.

Pas d'hésitation, achetez cet album indispensable car il révolutionne le reggae.

Eric Seron



Livres et disques :

Un certain choix !

Il est des livres qu'on commet comme on fait des conneries. Celui de M. Guelmi (1) est de ceux-là.

A la page 61 de son ouvrage, l'auteur cite l'un des frères Goncourt : « *l'histoire est le roman qui a été, le roman est l'histoire qui aurait pu être* ».

Que n'a-t-il médité cette intéressante maxime avant de se lancer dans sa hasardeuse entreprise : une mièvre tentative de monographie de son village natal. Ce n'est ni l'histoire, ni du roman ni rien d'autre d'ailleurs : par quelque bout qu'on approche ce « *receuil de souvenirs* », on en ressort consterné par une insignifiance et une légèreté que la lourdeur chronique du style et un français parfois limitrophe (pourtant l'auteur s'affirme professeur de lettres (!)) ne compensent ni n'excusent en rien.

Après avoir (p. 89) lancé lui aussi son « *laissons les morts enterrer les morts* », M. Guelmi ne se gêne nullement, pour assurer sa publicité, d'afficher (c'est, à proprement parler, le mot !) qu'il est natif du même village que **Mouloud Feraoun** (assassiné par l'OAS à la veille du cessez-le-feu. de la Guerre d'Algérie). Et qu'il en était l'ami.

La transivité jouant dans ce genre de récupération, signalons à M. Guelmi que **Feraoun** lui-même était du même village que **Fadhma Ait-Mansour Amrouche : cela fera toujours quelques livres de plus à vendre.**

Mais signalons-lui aussi que cette même « *contrée d'Igawawen* » n'a pas seulement enfanté des **Mouloud** et des **Fadhma** C'est à quelques tartuffes et trissotins locaux que **Lalla** avait destiné cette adresse que je rapporte de mémoire :

« *Elève-toi sommet altier,*
élève-toi et te recouvre de neiges épaisses !
Et bouche le Col de Kouilal
par où viennent ceux de Gawa
Leur amour donne la nausée,
leur commerce est une pente raide ... »

Voici, heureusement, d'autres sujets qui nous permettent de faire plus court :

Pour votre information, deux impératifs :

« *Tafsuyt Imaziyen* » (2) et « *Algérie,* quelle identité (3) » donnent un panorama assez complet de la situation politico-culturelle nouvellement créee en Algérie, depuis les évènements qui prirent naissance à *l'Université du 20 mars 1980.* Dans le premier, vous trouverez une revue de presse complète, incluant donc l'apport de « *Sans Frontière* ».

Le deuxième est le compte-rendu complet des travaux du séminaire de **Yakouren** (août 80). A lire absolument, si votre coeur vous en dit. Pour votre plaisir (et oui !), votre culture :

« *Amachaho* » et « *telem Chaho* » (4), deux tomes de contes berbères de Kabylie.

Adorables, écrits dans le style limpide et chaleureux d'un Mammeri bien inspiré, et intéressante surprise, illustrée par K. Omeite, dans un style naïf, merveilleux et ... angoissant tout à la fois, à la juste image de ces contes, pour ainsi dire :

« *La petite fille prit le bébé, les roseaux et, aussi vite que ses jambes pouvaient courir, s'enfuit* ».

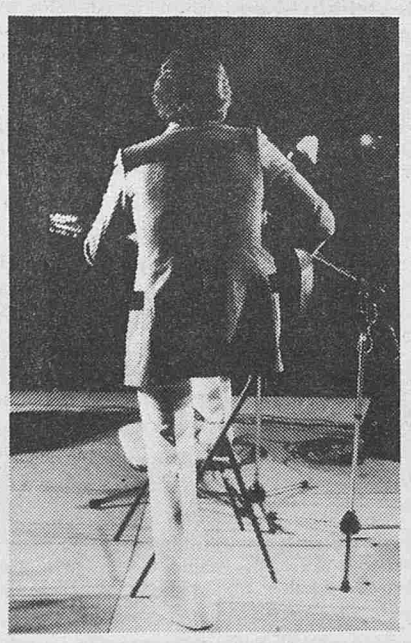
« *Quand son frère pleurait, elle trempait son doigt dans la moelle, et le lui faisait téter.*

Elle se demanda quel nom elle allait lui donner, et, se rappelant que l'autre des fauves où elle l'avait recueilli était au milieu d'un dense maquis d'aubépines, elle l'appela Aubépin ».

Voilà. C'est aussi simple et beau que cela »

Mennad, « *Amediaz B. Umendayer* ». Une dizaine de bonnes chansons, dans un bel album, textes berbères et traductions françaises, insufisamment soignés dans leurs transcriptions pour les premiers, dans leur style et leur contenu pour les secondes, sont donnés en page 2 et 3.

Le contenu sonore lui-même laisse l'auditeur averti et un peu sceptique. On sait **Mennad** capable de bien faire des « *choses bien* ». Ici, en plus de la voix dont le timbre profond est absent, l'arrangement dans son ensemble fait penser, si l'on excepte le jeu de guitare, correctement soigné dans ce genre « *classique* » caractéristique de **Mennad** à du **Idir** un peu léger que le style « *disco timoré* » de la base rythmique n'arrange malheureusement en rien.



Fort heureusement épargnées, par ce « *rouleau compresseur* », deux superbes chansons : une « *légende* » de Hmed Umerri, célèbre bandit d'honneur kabyle, et surtout, la belle tragédie du forgeron de Lqalus.

La quasi-totalité des textes sont de A. Mezdad et les musiques et les traductins de **Mennad** lui-même.

En résumé : un beau disque, qui aurait pu être un très bon disque.

Depuis le temps que nous devions vous en parler ! « *Le dernier Ait Menguellet* » est en vente depuis deux ou trois mois déjà.

Il est à ranger parmi vos classiques quotidiens, juste à portée de la main et de l'écoute. Les traductions (incluses dans l'album, ainsi qu'une forte belle photo intérieure) étant de votre serviteur, nous vous en donnons cet extrait, sans autre forme de procès :

« *C'est aujourd'hui qu'ils me jugent. Et aujourd'hui qu'ils me condamnent.*
Ils me destinent aux prisons.
Mais, que je vous dise mon délit,
Que je vous en dise la raison ...
Or, voici quel fut mon crime,
Et voici quelle en fut la cause :
Une giclée de plomb tirée sur ces vandales
qui violent ma terre ... »

A bon entendeur salut !

PS : achetez plutôt des disques que des cassettes, généralement « *dupliquées* » par-dessus la jambe, dès qu'il s'agit d'artistes (ou de producteurs) « *immigrés* ». C'est en particulier valable pour ce dernier enregistrement d'Ait Menguellet.

Vous trouverez tout ça (livres et disques), soit chez « *imediazen* », 11 rue de Lesdiguières, 75004 Paris (887 69 31, M° Bastille), soit chez les éditeurs respectifs et leurs distributeurs :

(1) Mohamed Guelmi : « La contrée des Igawawen », Ed : La Pensée Universelle ».

(2) « Tafsuyt Imaziyen » (revue de presse) Comité de défense des droits culturels en Algérie, c/o « Esprit »

(3) « Algérie, quelle identité ? » (Séminaire de Yakouren, août 1980), Edité et diffusé par Imediazen.

(5) « Mennad » « Amediaz b-umendayer »

(4) « Amachaho » et « Telem Chaho », de Mouloud Mammeri. Ed. Bordas.

(5) Ait Menguellet, « Askuti (le Scout). Album 33 tours. Production « Editions Azwaw ».

Deuxième « Moussem » (festival)

des travailleurs marocains en Europe

Dans le cadre de nos activités communes et dans le souci d'élargir nos expériences d'échange et connaissances mutuelles entre la communauté marocaine et les peuples hôtes, la mise en place d'une fête annuelle de l'immigration marocaine en Europe sous le nom de « *Moussem* » a été inaugurée l'année dernière en France à la Salle des Fêtes Jean Villar à Argenteuil le 25 mai 1980. De 14 heures à Minuit. Cette date correspondant au début de la saison de *Moussem* dans notre pays. Le *Moussem aura lieu cette année à Bruxelles, le 3e en Hollande, le 4e en Allemagne, entant que rite autour du sacré, dans un rapport débordant du religieux ou restituant des mythes. Sa pratique historiquement populaire a su le graver dans les mémoires et lui conférer une place particulièrement priviligiée dans notre culture traditionnelle.*

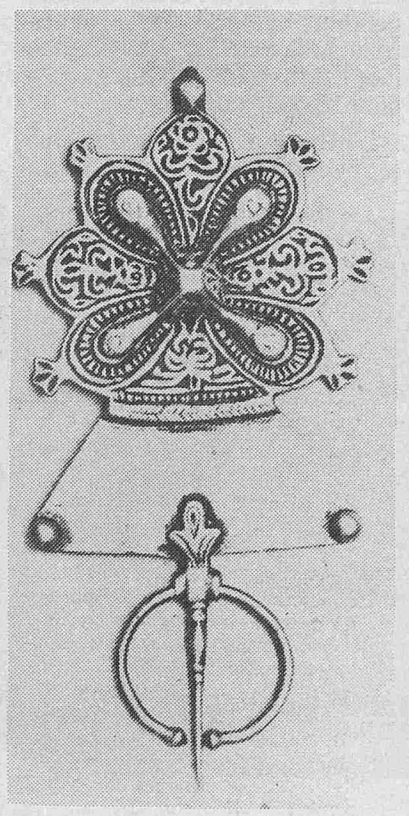
Le Moussem de **Sidi Ou' Moussa, Sidi M'Barek, Sidi Ali,** etc ... ont acquis depuis longtemps une renommée sans faille : en marche à pied, sur le dos d'un âne ou d'un cheval « *les visiteurs* vont arriver par centaines à la fête qui durera 7 jours et 7 nuits.

Animation culturelle : les groupes musicaux et théâtraux ont acquis une certaine expérience d'animation. Dans diverses manifestations culturelles ou de luttes (Garches les Gonesse, Grève de la faim des tunisiens, dans les usines ...)

- *Luttes locales :* contre les projets de loi Barre, Bonnet, Stoléru, trois réunions générales consécutives des manoeuvres perfides des consulats et amicales concernant le nouveau passe port.

Des tracts ont été distribués ainsi que des affiches.

Des centaines de pétitions de protestation ont été envoyées à . l'Ambassade ainsi qu'un communiqué de presse.



AGENDA

PARIS

VENDREDI 29 MAI

Alpha-Kouyate
Elsa Wolliaston et L.C. Ewande *au Théâtre du bon conseil.* 6 rue rue Albert Pappartent 75003 Tél. 783 56 68

C'est dans le cadre d'un weekend non stop organisé par l'Association africaine pour la promotion artistique et littéraire qui durera jusqu'au 31 mai.

- **Tomas Gubitsch,** guitare. **Osvaldo Calo,** piano. Une nouvelle expression de la musique populaire Argentine à 20h30

A 22h30; le grand chanteur et pianiste américain **Booker T. Laury** aux sources du blues. *Au Cloître des Lombards, 62* rue des Lombards - Paris 1er.

Canta u populu, le groupe corse le plus connu de l'Ile d'Amour : pour la première fois en France, vous écouterez la véritable poésie du peuple corse *au Théâtre de la Ville*, 2 place du Châtelet. Jusqu'au 30.

Milonga et autres danses traditionnelles au répertoire du guitariste **Atahualpa Yupanqui** jusqu'au 6 juin à 20h30 au *Théâtre Petit Forum, Niveau 3, Forum des Halles ;* **Lou Bennett**, accompagnée par **Jimmy Gourley** (guitare) et **Kenny Clarke** (batterie) jusqu'au 31 à 22h au *Dreher, place du Châtelet.*

Le chant du peuple juif assassiné avec **Talila** jusqu'au 31 à 20h45 au *THéâtre Moderne*, 15 rue Blanche Paris 9ème.

SAMEDI 30 MAI

Conférence débat : **l'Art Africain et sa spécificité** par *Ketto Essome* maitre de conférence, prof à l'Université de Paris VII et Paris I à 16 heures. Projection d'un film : **Safana** ou le droit à la parole de *Sidney Sokhona* à 18 heures. A 20 heures, musique traditionnelle et moderne.

Bonga/Akendengue

Toujours au *Théâtre du bon conseil,* 6 rue Albert Lapparent.

- **Johnny Griffin quartet** au *New morning,* 7-9 rue des petites Ecuries, 75010

— **Six heures pour Haïti** (de 15H30 à 21h30) *au 147 rue de Grenelle. 7e* organisé par le Comité Français des droits de l'Homme en Haïti.

Au programme : orchestre, jeune compas d'Haïti, groupe latino américain Trarilonco, « *vous avez dit ... réfugié* », film de Didier Mauro dit Marina Vlady - Buffet Haïtien. Participation 10 F.

Piera Rossi

Exils.

Sculpteur, Piera Rossi choisit d'assembler des formes murales dressées comme des pans de murs ou pans de vie et qui laisent se raconter, dans la pierre, un imaginaire écartelé entre l'Orient -où l'artiste a vécu jeune et l'Occident- jusqu'au 13 juin. *A la Galerie au Fond de la Cour - 40 rue du Dragon. 75006 Tél. 544 68 34*

DIMANCHE 31 MAI

16 heures, **Ballet Bantou** avec **Henri Samba.** *Mario Rui Silva* (guitare sanza).
Geoffrey Oreyma (Sanza et flûte)
Marcel Magnat (Groca)

20h30 — **Ballets kodia** avec Jean Poulendo. Menphis Slim au piano et Michel Denis à la baterie. *Au Théâtre du Bon Conseil, 6 rue Albert Tapparent*

- **Amalgam** *au New Morning,* 7—9 rue des petites écuries.

- **Celia** des chants traditionnels antillais à la chanson moderne, en passant par le jazz *au Théâtre Noir,* 20 rue des Cendriers (jusqu'au 7

LUNDI 1er juin

« **Gruz-Diez** » film 16 mm couleurs de Mauvel de Pedro à 18 heures, *au Centre Culturel Mexicain,* 47 bis avenue Bosquet, 75007 Tél. 555 79 15

Chitra Sundaram, danse classique de l'Inde du Sud *au centre Mandapa* à 20h45.

MARDI 2 JUIN

L'Islam et le monde musulman est le thème d'une sélection de langue française réunis du 2 au 5 juin à l'*Unesco,* place Fontenoy 75007

— **Boulou et Elios FErre** *à la Chapelle des Lombards* - 19 rue de Lappe - 75011. Tél. 357 24 24 (jusqu'au 6 juin).

- **Flamiss grooves** *au Palace*

- **Patrick Baja Flor :** musicien antillais né en France, métis et fils du monde. Fils de toute musique. Au Théâtre Noir, 20 rue des Cendriers.

T.E.P. (Théâtre de l'Est Parisien) :

A 20h30 projection des films du festival de Cannes. **Semaine de la critique :** *Kyra Nijinsky* « **Seule, elle danse** » de Robert Dornhelm (v.o.).

Luther Aliason à *l'Olympia.*

Shiro Diamon, danseur japonais au *Théâtre de la Roquette* à 20h30.

MERCREDI 3 JUIN

Ballet Ricardo Nunez

Danseur et chorégraphe cubain Ricardo Nunez présente deux ballets : Song Fest et Opus à 20h30, *à l'Espace Pierre Cardin,* 1 avenue Gabriel, 8e. Tél. 266 17 30

Bashung à *l'Olympia.*

Elsa Wolliaston et **Yano Hideyuqui**, danse africaine moderne à *l'auditorium Fnac Forum* à 17h30.

« **Shehrazade** » de Tewfiq El Hakim au *Lucernaire Forum,* 53 av. Notre-Dame des Champs, 75006 Paris.

JEUDI 4 JUIN

« **Luc Peire's Environnement** » film de Jean MIl « *Pêche de nuit* » images de Luc Peire - Poème phonatique Henri Chopin à 18h *au Centre Culturel mexicain*

VENDREDI 5 JUIN

A Beaubourg, Vidéo - information - salle Jean Renoir.

« **Tinku, les derniers guerriers des Andes** », combats rituels des Indiens des Hauts-Plateaux et des vallées de Bolivie.

« **Le sang et la glace** ». L'unité de la culture indienne en Bolivie, au Pérou et en Equateur, à travers les combats rituels et leurs prolongations politiques lors des occupations de terre.

« **Agrippino** », la prise de conscience politique d'un paysan des Andes face à l'exploitation dont il est victime.

Différence/Indifférence

Véritable petit salon à l'attention des handicapés, cette exposition du CCi fait un inventaire de tout ce qu'une société dit pour se donner bonne conscience et de ce qu'aucun responsable ou élu -quasiment- ne met en application dans la vie quotidienne. Ah oui ! C'est un bien grand malheur que d'être handicapé et si différent de la normalité ! C'est d'ailleurs bien sûr l'affirmation de cette différence que cette exposition laisse perplexe.

Jusqu'au 8 juin. *Centre G. Pompidou - GAlerie du CCi. Tél. 277 12 23*

BANLIEUE

ARGENTEUIL

Samedi 23 mai, au Quartier des Pruniers, une fête a lieu, organisée par le centre culturel municipal, l'association Duval et l'association de prévention carrefour. Tous les jeunes des quartiers étaient là, ainsi que des mères de famille qui ont participé à l'organisation de la fête. L'animation de Maleket Joulan fut remarquable, ainsi que le groupe Atlal. Un fait nouveau dans ce printemps de gauche, la présence du maire, d'Argenteuil (communiste), cela promet pour l'avenir...

Mais la fête n'est pas terminée. Elle continue le 29 à *la salle Jean Vilar*, avec la participation de **Hédi Guella**, le folk algérien de **Nourredine Chénoud**, et le groupe marocain **Izanzaren.** Le 30, à 20h30 toujorus dans la même salle. **Mohamed Travolta** par le *groupe Ibn Khaldoun,* les infatigables **Malek** et **Joulan**, et **Fawzi El Aiedi.**

PROVINCE

ORLEANS

Fête du Quartier des Salonneries les 30 et 31 mai. Plusieurs animations, jeux, musique, th'âtre. Couscous géant, buvette. Soyez nombreux.

GARDANNE

Parce de Valabre (Rte Luynes). Dimanche 31 mai. **Fête de la solidarité:**

- 12h. **Grato Canin** (groupe provençal). 13h30.

- **Black Panthers** (african's reggae)

- 14H30 : **Théâtre des Flamands. Fawzy Al Aidey** (musique et chants irakiens). Forum débat-

- 19h : **El Warth** (musique arabe).

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES

YA EL MENFI

Sans soutien jeune algérois, brun de 24 ans aucun soutien moral, cherche à lier amitié avec des correspondants pour briser ma solitude entre mes 4 murs. Bou-. . . bekeur Mohamed. E 696 126 3/236. Fresnes 1 ave de la Division Leclerc. 94261 Fresnes.

Innocent je suis ! Je reviens bientôt au Petit chalet à Puteaux. Une grosse bise à toutes mes amies et bonjour à Philippe et Karim. Djamel dit Gros Pif Bouaouina Djamel 2809 B2 11 — Bois d'Arcy.

Un amoureux de la vie. Etranger, sympa, attirant avec des moyens et pas vide, sortant le mois prochain, souhaite correspondre avec femmes pas vides, car la beauté est dans l'esprit. Ecrire vite sinon, je me fâche. Gian Battista Giurato. 100 241 B D5 2 D6. Fleury Mérogis. 7 ave des Peupliers.

Murs. Je suis seul entre mes 4 murs. Mon plus grand souhait c'est qu'une âme soeur, filles, veuves ou divorcées pour combler ma solitude. Toi l'âme soeur qui suis tant de choses, peux-tu dans une douce prose, me dire où sont les roses dans ton jardin, sont-elles écloses, de ne plus admirer j'en suis morose. Tant de barreaux, tant de murs en sont la cause. J'attends avec impatience la main qui me sortira de ma solitude. Mayatah Mansour. D 111 1200 Bois d'Arcy.

Jeune homme de 30 ans, cherche à correspondre avec jeune femme seulement, aimant la poésie et la nature, espérant recevoir vos réponses. Merci d'avance. Abderrahman 88766 BT D2 M242 Fleury Mérogis. 7 ave des Peupliers. 91705 Fleury Mérogis.

Guadeloupe cherche jeune fille minimum 20 ans pour pouvoir lier amitié. J'ai 23 ans, né à Pointe à Pitre de Guadeloupe donc je suis antillais, mec très sympa et aime beaucoup se défouler. François Jean-Marie 681 984 3 309 à Fresnes. 1 ave de la division Leclerc.

Ganja Avis aux personnes de connaissance arrivés par transport gratuit + gardes du corps à Bois d'Arcy depuis 6/12/80, salut à tous, avec frantôt, soyez vigilants. Bye bye. Derick Mohamed. E 318 2314 Bois d'Arcy, 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois d'Arcy.

Jeune homme 1m82, cheveux châtains cherche à correspondre avec jeune fille seulement pour lier amitié sincère. Alors jeunes filles à vos plumes. Bari Mohamed. 898 44 D240 BT D2 — Fleury Mérogis. 7 ave des Peupliers.

Cherche personnes sympas branchées jazz-rock, jazz qui pourraient me procurer des documents photos ou articles de presse. Si vous aviez vous-mêmes quelques photos rangées où vous ne vous rappelez plus, soyez gentils cherchez un peu. Je ne suis ni feignant, ni incapable, mais enfermé. Hendrix et Lou Reed ne sont pas indifférents. Si vous avez quelque chose sur les states. Ajoutez-y quelques photos de motos. Bises. Franck. Boudjadi Franck, 99840 D3 M313. Fleury Mérogis.

Jeune fille de 19 ans, ni trop belle ni trop laide, ni trop grande, ni trop grosse, ce qui fait dans la tête mais pas dans le coeur, cherche correspon. pour aide morale et petite aide financière. Joindre timbres. Réponse assurée. Faid Nora. 7873 D5E MAF 9 ave des Peupliers. 91705 Fleury Mérogis.

Détresse. Cherche correspondant(e)s tous âges, un rayon de soleil au sein de ma détresse, peut boire : afin de briser ma solitude et la monotonie cruelle de ces jours sans fin réponse assurée à toutes et à tous. **M. Benyettou Kader**, n°104 705 D1 G2 49, 7 avenue des Peupliers, 91705 Fleury-Mérogis.

Danse africaine : Initiation aux différents rythmes. Eveil du sens rythmique et sonore. Expression corporelle et orale. Improvisation-créativité. Lundi : Paris 387 67 38. Mardi : Epinay 826 45 00

Expression africaine percussions et relaxation 10 jours pleins. Dans une campagne à 30 km au nord de Nimes, hébergement et nourriture sur place. Ouvert aux débutants et initiés du 13 au 22 juillet, du 3 au 12 aout, du 1er au 10 septembre, tél. (66) 83 60 57.

Urgence. Cherche appartement ou quelqu'un qui me louerait une piaule because je suis littéralement à la rue. J'en ai marre d'être un nomade à Paname. Merci de vos nombreuses réponses. Téléphonez à Momo au journal car c'est de lui qu'il s'agit. 278 44 78 ou 278 47 59.

La troupe Ned & Jma cherche d'urgence **une Estafette à prêter ou à acheter.** Prix à débattre. Tél.: 845.86.69. et 700.80.00.
P.S. : Nous recherchons un(e) régisseur(e) de théâtre.

Le Comité de Soutien et Vigilance Anti-Expulsions prépare la publication d'un album de photos sur ce qui s'est passé autour des grèves de la faim à Lyon et ailleurs. Le prix sera fonction du nombre de commandes. Ecrire à Kebaïli Mohamed c/o Comité de Soutien et de Vigilance Anti-Expulsions, 69 rue Rachais, 69007 Lyon.

Danses indiennes : recherche renseignements sur stages de danses indiennes week-end ou durant l'été. Tél. 240 83 36

Rencontre avec des gens et des films remarquables

Ces gens que tu remarques tous les jours parce qu'ils ont une couleur différente, ou une démarche lente, ou encore une expression hésitante qui ne trouve plus où se placer, n'hésite pas à venir les rencontrer au Cinéma St Séverin. Car il faut que tu saches que : ces gens sont remarquables, puisqu'ils ont rêvé un beau jour d'améliorer leur sort et ils sont partis laissant derrière eux tout leur affectif, leurs couleurs, leur lumière, leurs parfums. Ils ont interrompu un cordon long de millier de km. Ils ont traversé des mers, des terres, avec un espoir nourri d'illusions.

Ces gens remarquables ont trouvé des combines innombrables pour parvenir à ce lieudit « *Paris, Munich ou Stockolm* ». Ils ont même revêtu la clandestinité, les aventures et la misère pour y arriver.

C'est comme dans le film de Bayokan, **Le Bus** où un groupe de travailleurs turcs clandestins, se font arnaquer par un compatriote, et se trouvent largués sur une place froide de Stockolm.

Ils empruntent les couloirs interminables d'un centre commercial, et se perdent de plus en plus. Et quand la douleur de la faim les atteint, ils brisent une vitrine et s'emparent des saucises exposées. Ils mordent dedans à plein élan et nom de dieu : c'est du plastique !

Et voilà que tu les remarques en train de participer à construire un pays et que leurs hôtes les rejettent. Mais peut-être que tu les remarques aussi quand tu peux avoir la volonté de les cotoyer et de goûter à leurs différences ...

Et bien des gens remarquables qu'on appelle « *immigrés* », nous t'invitons à les rencontrer, à partager leurs émotions, leurs moments de plaisir et leurs moments de détresse.

Nous te proposons 24 films de différents horizons, de la musique, des expositions, des rencontres, des débats au Saint-Séverin, à partir du 3 Juin 1981. (12 rue Saint Séverin, m° St Michel).

Le coupon ci-dessus sera échangé pour une place à une séance de votre choix du film inédit : « *Le fils d'Amr est mort* ».

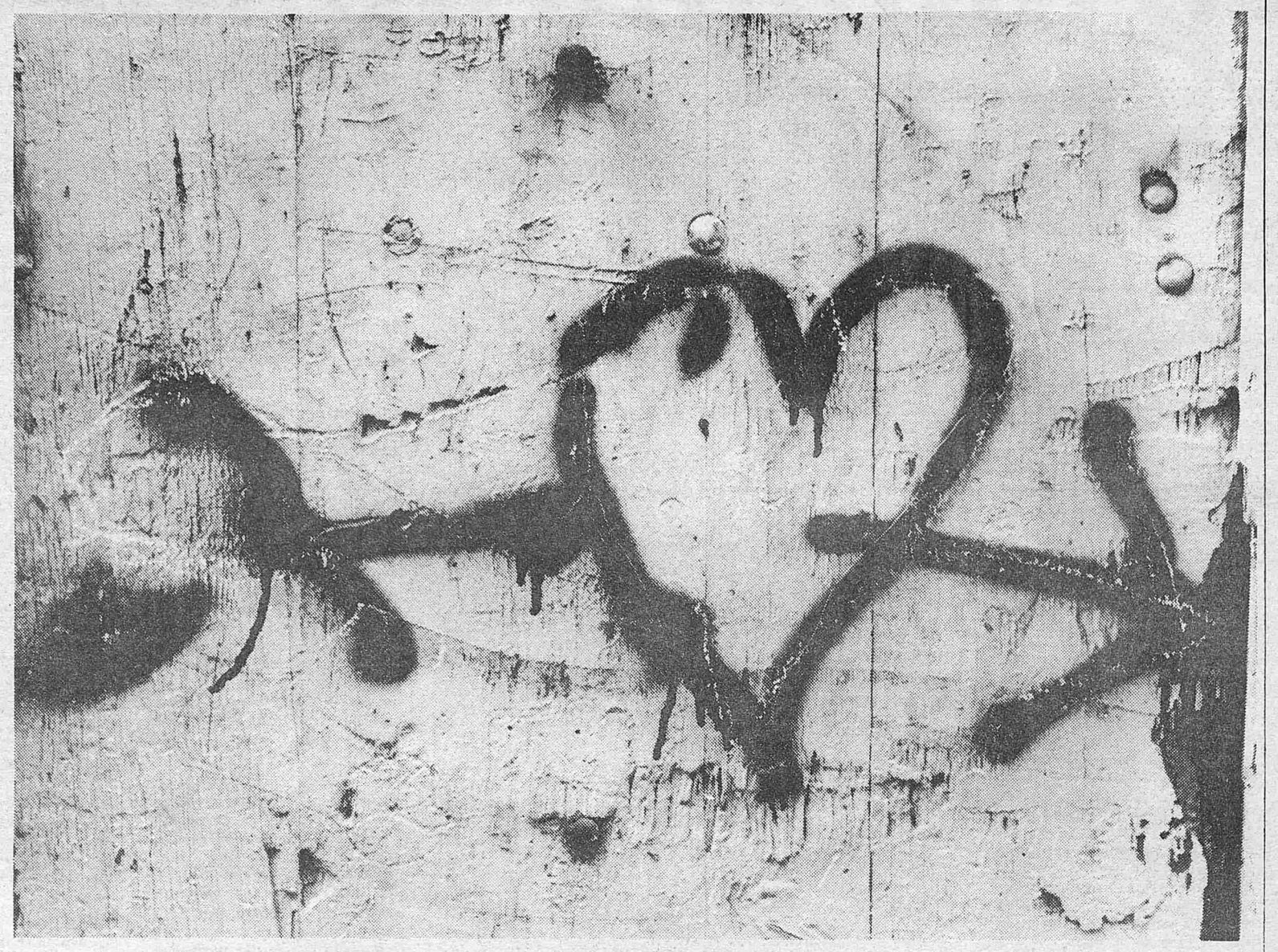
DECOUPER LE COUPON

Pour ses lecteurs, Sans Frontière offre une place gratuite au cinéma Saint Séverin pour le film : « *Le fils d'Amr est mort* », le dimanche 7 à 20 heures.

Ce coupon sera échangé contre un ticket cinéma au guichet.

NOUVELLE

La cloison



EMMANUELLE ne portait q'un long tee-shirt, elle courait dans l'eau. C'était le soir je crois. Elle provoquait trois types qui s'approchaient d'elle dans une barque (...)

Le gérant du foyer interdisait qu'on reçoive des filles après une certaine heure : « *De toute façon, le règlement est ainsi fait, je n'invente rien. Imaginez que pendant que vous êtes avec votre amie, votre voisin fou de jalousie et de désir, enfonce la cloison qui sépare vos chambres et viole la fille après vous avoir donné un coup de couteau ... Vous comprenez je veux pas d'histoires moi ...*»

L'un des trois types était descendu de la barque et courait dans la direction d'Emmanuelle qui, maintenant, fuyait du côté de la plage.(...)

Cela se passait, ou se passe encore, à l'écart d'une grande ville comme bien des grandes villes. Dans un foyer de la Sonacotra, comme n'importe quel foyer de la Sonacotra. Des placards superposés où l'on entrepose des ouvriers à portée de main (pour ne pas dire de pied) des patrons des usines environnantes ... Des placards où l'on accède en rampant.

Le tee-shirt d'Emmanuelle était trempé et lui collait à la peau soulignant ses formes, on apercevait le poil noir de son pubis que le tee-shirt ne suffisait pas à recouvrir. Le premier des trois types descendu de la barque n'était plus qu'à quelques mètres d'Emmanuelle ...

Claude était standardiste aveugle à la Sécurité Sociale. Nos deux chambres étaient séparées par une cloison en contre-plaqué qui ne nous isolait que des regards, laissant passer les sons et les odeurs comme si elle n'était pas là.

Les cafards et le cafard narguaient l'aveugle. Je l'entendais soupirer ou se cogner la tête contre un obstacle inattendu.

Puis il s'en prenait aux « ratons », responsables de tous ses maux. Les résidents maghrébins étaient de loin majoritaires dans ce foyer où l'énorme et morne norme d'une société faussement libérale marginalise les minorités, les « *infirmes quelque part* », ceux qui n'ont pas le droit d'exercer leurs responsabilités sociales : les pestiférés.

La rencontre de deux exclus de la communication sociale dans la cage de cet escalier qui ne mène jamais ailleurs qu'à l'intérieur d'une autre cage.

Une collision entre le **non-voyant** et le **non-citoyen.** Le premier fonçant tout droit dans le noir de sa vie ; le second le voyant arriver dans sa vie de noir cherchant les mots d'une langue qu'il n'a pas, ceux qu'aurait perçus l'aveugle.

Un choc inévitable.

Claude détestait leur musique et la sauce tomate qui inondait la cuisine. « *Cons de melons, ils ont encore laissé le gaz ouvert !* »

Dans la violence de l'insulte, la stigmatisation de l'autre, circulait la haine qu'il avait de sa société et de lui-même. « *Ratons de merde* ».

Le premier des trois types venait de rattraper Emmanuelle, essouflée. Dans le bar du foyer, une partie de la force de travail du Tiers-Monde, détournée par les commissaires priseurs d'une société de sous-développeurs, achevait sa lente dés/intégration à coup de bock de bière.

Portugais, j'étais à la fois métèque et collaborateur. J'avais le statut social du « *raton* » et l'apparence physique, l'odeur du « *fromage blanc* ».

Ceux-là mêmes qui constituaient le vivier de victimes du racisme institué, à leur tour, endossaient la connerie haineuse de Dupont lorsque ma présence dans le bar ou la salle de jeu du foyer devenait un intolérable dépassement du seuil de leur tolérance.

Dans chacun des deux camps, on m'aurait tondu pour collaboration sociale avec l'ennemi.

Pour oublier sa solitude, sa misère sexuelle, Claude s'était procuré des ouvrages érotiques en Braille. Plus tard, il me confia que ces écrits étaient trop sages et qu'il fallait se taper des pavés et des pavés de texte avant de tomber sur la bonne page.

Sur la plage, Emmanuelle venait d'être rattrapée par le premier des trois types qui se coucha sur elle, sur le sable chaud. Je crois qu'il lui déchira le maillot de corps ...

« *... votre voisin fou de jalousie et de désir, enfonce la cloison qui sépare vos chambres et viole la fille après avoir donné un coup de couteau ...* »

Comme dans tout ouvrage érotique, qui se respecte, les trois types avaient été dotés par la nature des membres les plus virils qui soient. Le premier d'entre eux venait de plonger le sien dans la chatte d'Emmanuelle et commença à la travailler. Je sentais la respiration du standardiste aveugle s'accélérer, dans sa chambre.

Hadjih

Elle se tortillait comme une anguille (aurait écrit Henry Miller si le roman d'Emmanuelle était de lui) *au rythme des coups de queue du premier des trois types, qui, maintenant, venait de l'entraîner sur son ventre après lui avoir fait faire un demi-tour sur le sable, toujours aussi chaud. Emmanuelle ne comprit où il voulait en venir que lorsqu'elle sentit le phallus du deuxième type tâtonner du côté de son anus ...* (Le mot *cul* conviendrait sûrement mieux ici, c'était je pense celui qu'avait utilisé l'auteur d'Emmanuelle dans ce texte où je puisais les mots auxquels s'accrochait l'aveugle pour trouver le chemin de la jouissance)

Donc, le deuxième type lui prit le cul, puis le troisième vint se placer de façon qu'Emmanuelle se trouva prête à recevoir son sexe dans la bouche ...

La respiration du standardiste cessa au moment où les ressorts de son lit se mirent à grincer. Puis les ressorts se calmèrent et une respiration essouflée reprit pendant quelques instants.

Alors qu'évitais de faire du bruit afin de ne pas rappeler ma présence à l'aveugle et disperser ses phantasmes en le ramenant à la réalité de sa misère sexuelle.

Pendant quelques instants, il avait peut-être oublié la supercherie, la mise en scène de cette pièce où il était le seul acteur se substituant dans sa tête à tous les personnages à la fois pendant que je lui soufflais son texte.

Je refermais ce livre où Emmanuelle, pénétrée de toutes parts, envahie par le foutre, se débattait dans l'orgasme.

Pendant ce temps dans le bar du foyer, c'était dans la bière que d'autres recherchaient le goût salé du con.

José Guerreiro